

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX : 70 centimes

N° 233. — 27 MARS 1965



273.65

LES FEMMES DOIVENT-ELLES TRAVAILLER DEUX FOIS ?

C'est un signe des temps. Jamais autant d'ouvrages n'ont été consacrés à la condition de la femme, aux difficultés concrètes qui s'opposent à son émancipation et à une véritable égalité avec l'homme. Si notre société ne conteste plus guère en principe cette égalité, elle prend conscience du fait qu'elle est loin d'être réalisée dans la pratique. Deux problèmes dominent les controverses actuelles sur la condition féminine : celui du contrôle des naissances et celui du travail féminin.

Le premier avait été dans l'ensemble étudié à la récente Semaine de la Pensée marxiste, dont nous avons montré à la fois l'intérêt et les limites. Le second vient d'être posé d'une façon qui ne satisfait pas tout le monde aux Assises pour la réduction du temps de travail des femmes (qui se sont déroulées les 6 et 7 mars à la suite d'un appel lancé par plusieurs personnalités et que nous avons publié dans T.S.).

La semaine de 80 heures

Ce qu'il faut souligner tout d'abord : c'est l'importance du travail féminin. Bien que ce dernier ait

diminué depuis le début du siècle — contrairement à ce qu'on croit généralement — il y a actuellement 6.585.000 femmes qui occupent un emploi, soit le tiers de la main-d'œuvre du pays. Mais il est évident que les femmes chargées de famille peuvent difficilement travailler à l'extérieur (10 p. cent pour les mères de deux enfants au plus). Il reste que sur 100 femmes, 44 n'ont qu'un enfant ou pas d'enfant — ce qui théoriquement doit leur permettre d'occuper un emploi.

Toutefois les choses ne sont pas si simples. Le double souci d'un foyer et d'un métier conduit beaucoup de femmes à assumer une tâche écrasante (qui peut aller jusqu'à 80 heures par semaine). D'où l'existence de campagnes pour la réduction du temps de travail féminin. Par exemple la campagne pour le travail à temps partiel qui revêt parfois une forme tapageuse, certaines firmes capitalistes voyant dans cette formule le moyen d'exploiter une main-d'œuvre à bon marché. Malgré tout, l'enquête que nous avons faite à ce sujet dans *Tribune Socialiste* avait montré que les femmes n'avaient pas toutes le même avis sur les dangers

ou sur l'intérêt de la formule — et les syndicats non plus.

Un autre type de campagne, comme celle qui a donné lieu aux Assises pour la réduction du temps de travail vise à l'obtention d'avantages particuliers pour les femmes qui travaillent normalement. Sans doute la C.G.T. estime que la réduction du travail féminin s'inscrit dans la réduction générale du travail hebdomadaire et le retour aux quarante heures pour tous, mais en attendant, selon Madeleine Colin, secrétaire confédérale, il s'agit de « grignoter » des avantages qui amélioreraient le sort des travailleuses (par exemple les sorties anticipées pour les femmes enceintes). D'autre part, les participants des Assises revendiquent le développement de l'enseignement et de la formation professionnelle des jeunes filles — point capital pour aboutir à une véritable égalité devant l'emploi — les congés pour soigner les enfants malades et la retraite anticipée. Mais celle-ci, justifiée dans le cas de travaux pénibles, ne risquerait-elle pas — s'il s'agissait d'une mesure particulière aux femmes — de dévaloriser encore la main-d'œuvre féminine, alors que la femme vit plus vieille en moyenne que l'homme ?

Le « métier » maternel

Pour justifier sa non-participation aux Assises — où fut évoquée également la situation des femmes dans les différentes professions, et notamment les licenciements dans le textile — la C.F.D.T. a considéré « que les pro-

blèmes que l'on veut particuliers aux femmes s'inscrivent, en fait, dans des solutions d'ordre général : réduction du travail pour tous, aménagements des horaires, des transports, développement des équipements sociaux et collectifs divers, répartition des tâches et responsabilités familiales, etc., ainsi que dans des réformes de structures de la société à vouloir plus spécialement par l'ensemble du monde du travail ».

Cette optique peu « féministe » (au sens péjoratif qu'on a voulu donner à ce terme) se retrouve dans une contre-motion diffusée à la sortie des Assises et signée par quinze associations et un certain nombre de personnalités (parmi lesquelles Jean-Marie Domenach, directeur d'*Esprit*, Mme Weill-Halle, du Mouvement français pour le planning familial, notre ami Daniel Mayer). Les auteurs expriment la crainte que « certains aménagements partiels risquent d'inspirer de nouvelles discriminations et de compromettre l'avenir du travail féminin... au moment où se profile l'ombre de la récession ».

Par ailleurs, la contre-motion déclare que « tout ce qui tend à assimiler la fonction maternelle et les tâches domestiques à un véritable métier risque de paralyser la lutte féminine sur le plan professionnel ».

On touche là à un problème qui n'est pas nouveau et auquel les syndicats apportent également des réponses différentes, ainsi qu'en témoignent les controverses entre la C.G.T. et la C.F.D.T. sur l'allocation de salaire unique.

Le ralentissement économique, le chômage total et partiel qui caractérisent la situation actuelle dans le secteur privé se manifestent avec un éclat particulier dans le textile. Pour protester contre une telle situation, la C.G.T. et la C.F.D.T. viennent d'organiser une assemblée générale extraordinaire qui réunit, à Paris, un millier de délégués venant des régions touchées par la crise. Selon les syndicalistes, en période normale, plus de 50 % des salariés du textile et de l'habillement ne gagnent pas 450 F par mois. Or, actuellement, ceux qui travaillent voient leurs modestes salaires réduits du fait qu'ils ne font plus qu'entre 24 et 32 heures heures par semaine... Plus de 500.000 salariés des industries du textile, de l'habillement et des cuirs et peaux sont actuellement frappés par le chômage total ou partiel, les licenciements et les fermetures d'entrepri-

ses. Et vive la « prospérité » gaulliste !

Les travailleurs du secteur public, même s'ils jouissent jusqu'à maintenant de la stabilité de l'emploi, n'ont pas lieu d'être beaucoup plus satisfaits.

Certes, le gouvernement a fait quelques légères concessions au cours des récents pourparlers avec les syndicats des entreprises nationalisées : l'augmentation des salaires sera en 1965 de 4,5 à 4,75 %, les cheminots et les agents de la R.A.T.P. toucheront un rappel de productivité, les éléments de la rémunération concernant l'ancienneté et la technicité seront dissociés de la masse salariale. Cependant, le gouvernement ignore le contentieux 63-64 mis en avant par les syndicats. Par ailleurs, aucune garantie de relèvement des salaires

De la crise du secteur privé au refus de discussion dans le secteur public

n'est établie en cas de hausse des prix (le gouvernement prévoit que celle-ci sera limitée à 1,5 % en 1965, alors qu'elle est déjà officiellement pour janvier, de 0,6 %).

Quant au fond des rapports entre l'Etat-patron et ses employés, rien n'est changé. Contrairement à ce que prévoyait même le rapport Toutée, il n'y aura pas de confrontations entre l'I.N.S.E.E. et les syndicats pour l'établissement des statistiques concer-

nant le coût de la vie. Aucun effort n'est fait pour tendre à une autonomie de gestion des entreprises nationalisées. Sans doute les syndicats discuteront avec les directions de la répartition des crédits accordés, mais cela risque de les contraindre à des choix difficiles entre les diverses catégories professionnelles.

Enfin, rien n'est prévu jusqu'ici pour les fonctionnaires dont les organisations protestent.

Aux chantiers du TRAIT (Seine-Maritime) : Reconversion au profit du patronat

La crise de la construction navale est connue puisque depuis six années elle défraye périodiquement la chronique économique. Pourtant, et malgré tous les drames humains, et la misère qu'elle provoque dans les foyers des ouvriers licenciés, rien n'a été fait à temps pour entreprendre une reconversion sans à-coups et sur place.

Aujourd'hui, les chantiers du Trait, constructeurs du Jules-Verne, premier navire méthanier français qui accostera cette semaine au Havre avec sa première cargaison, sont duement touchés. Dès le 1er avril, 155 travailleurs seront licenciés ; et ce n'est qu'un début ! La Direction craignant les manifestations de colère n'ose pas annoncer ce d'ici trois ans le chantier sera fermé.

A la base de cette situation, il y a évidemment les difficultés de la marine marchande dont les capacités de fret sont supérieures à la demande (encore que les chantiers hollandais et japonais ne soient pas touchés...), mais il y a aussi et surtout, la responsabilité énorme d'un Pouvoir « fort » et « stable » qui, saisi depuis six ans de la question n'a envisagé aucune solution satisfaisante pour les travailleurs. Par contre, le capital lui, y trouve son compte puisque les constructeurs reçoivent pour toute mise en chantier des subventions re-

présentant sensiblement les salaires versés.

En l'absence d'une politique cohérente de la construction navale le patronat s'organise pour augmenter ses profits. Le Trait étant en effet victime de cette plaie : la concentration capitaliste. Les A.C.S.M. ont entrepris leur fusion, avec les chantiers de La Seyne, La Ciotat et Port-de-Bouc ; les fabrications et les bureaux d'études vont être regroupés, ce qui entraînera la fermeture des ateliers du Trait et de Port-de-Bouc. En langage statistique, en termes de « rentabilité », c'est simple : on soustrait 3.000 travailleurs !

Dans une ville de mono-industrie, telle Le Trait, c'est un drame : les possibilités de reconversion sont actuellement nulles, celles de réemploi faibles, surtout pour les salariés ayant atteint 50 ans. Les difficultés seront d'autant plus grandes que Le Trait n'étant pas dans une région sous-industrialisée, comme Saint-Nazaire, les conditions de licenciement sont plus dures. Pourtant chacun sait ici que les ouvriers des chantiers de Normandie à Grand-Quevilly eurent beaucoup de mal à se reclasser et que la reconversion de l'entreprise, à peine commencée, éprouve de sérieuses difficultés.

Il faut ajouter que le patronat a de singulières méthodes en matière de

concentration, quand une telle opération a lieu dans un secteur en expansion, la nouvelle direction impose des méthodes de travail et d'organisation uniques pour toutes les entreprises du groupe (et souvent plus défavorables aux travailleurs, voir Neyric à Grenoble ou Sidélor à Dèville !) ; par contre, dans le cas des chantiers maritimes les conditions de licenciement sont très différentes entre Port-de-Bouc et Le Trait, ce qui tendrait déjà à opposer les salariés entre eux, avant même que les licenciements interviennent !

LE TRAIT, BARENTIN YVETOT PROTESTENT

A deux reprises, la semaine dernière, ouvriers et cadres, unis, ont manifesté tant au Trait qu'à Barentin ou à Yvetot ; la population s'est associée à ces mouvements ; jeudi prochain, les syndicats organiseront une marche sur Rouen, un convoi de 2 km composé de 40 cars et 40 voitures particulières emmènera les salariés menacés jusqu'à la préfecture après avoir traversé les artères principales de la ville.

Que réclameront les salariés des A.C.S.M. ?

D'abord et avant tout : du travail, sur place, sans déclassement ; une reconversion progressive des chantiers ; la conservation des avantages acquis par la profession ; ensuite ils demanderont de meilleures conditions de licenciement notamment pour les salariés ayant entre 50 et 60 ans, c'est-à-dire ceux qui auront le plus de mal à se reclasser. Actuellement est prévu le versement de 36 h hebdomadaires de salaire pendant 22 mois : ce sont évidemment des familles plongées dans la gêne et la misère, mais c'est encore plus dramatique pour l'ouvrier ou le cadre dépassant la cinquantaine qui ne trouvera pas à se réemployer et qui ris-

que devoir se « transplanter » pour assurer sa subsistance, au prix d'un déclassement certain. Les délégués ouvriers demandent donc, outre un reclassement humain, les mêmes conditions de licenciement que celles appliquées à Saint-Nazaire et l'intervention du Fonds National de l'Emploi.

Les travailleurs obtiendront-ils gain de cause ? On peut l'espérer, les syndicats sont vigilants, la pression ouvrière s'accroît, soutenue par la population tout entière du Trait... encore qu'il ne faille pas se faire trop d'illusions : en cette période de récession économique, le reclassement sera malaisé !

Michel Chauvet.

A NOS FUTURS ANNONCEURS ET AMIS

Commerçants, artisans, industriels, sympathisants, soutenez notre action, aidez TRIBUNE en nous réservant votre publicité. Celle-ci est indispensable à la bonne marche de toute publication.

En nous confiant vos annonces publicitaires, vous améliorerez la marche de vos affaires et contribuerez à l'équilibre de notre journal.

Demandez-nous nos tarifs, nous vous les enverrons ou, plutôt, prenez contact rapidement avec notre chef de publicité : 6, avenue du Maine, Paris (14^e). Tél. : LIT 19-39.

LES CHEMINS DE L'UNITÉ

La logique du second tour est généralement très différente de celle du premier tour. Ces élections municipales l'ont une fois de plus démontré.

Les résultats obtenus le 14 mars par les listes d'union de la gauche étaient variables et parfois médiocres. On se situait souvent un peu au-dessus des chiffres de 1962, mais rarement au-dessus de ceux de 1959. La bataille du 21 mars demeurait donc incertaine aussi bien à Paris qu'au Havre, qu'à Saint-Brieuc, qu'au Mans, qu'à Nîmes et que dans certaines villes de la Seine (Colombes, Alfortville, Issy-les-Moulineaux, Levallois-Perret).

Elle était d'autant plus incertaine qu'il existait une inconnue quant à l'attitude qu'allait adopter l'électorat de droite. Uni dans quelques grandes villes (Grenoble, Metz, Strasbourg, etc.), cet électorat avait été profondément divisé dans l'ensemble du pays, et notamment à Paris, à Marseille, à Lille, à Angers, à Nantes, etc. Qu'allait-il faire au second tour ? Ecouterait-il les appels à l'union et à la discipline anti-« front populaire » qui lui étaient lancés ? Ou la querelle entre adversaires et partisans de l'U.N.R. allait-elle se prolonger et s'aggraver ?

Le scrutin du 21 mars nous a éclairés sur tous ces points. Il y a eu, non pas partout certes, mais dans la plupart des cas, **sursaut de la gauche et persistance des divisions au sein de la droite**. Des milliers d'électeurs populaires qui s'étaient abstenus au premier tour sont intervenus dans les circonscriptions où il existait effectivement une chance de battre la droite et en premier lieu l'U.N.R. (dans les autres circonscriptions, il y a eu, au contraire, tendance au « tassement »). En revanche, de nombreux électeurs réactionnaires sont restés chez eux ou ont voté pour les candidats de droite ou du « centre » qui s'étaient maintenus contre l'U.N.R. (ailleurs, ce sont les électeurs U.N.R. qui se sont abstenus). D'un dimanche à l'autre, l'ensemble de la droite a perdu plus de 40.000 voix à Paris.

C'est ce double mécanisme qui a permis la victoire dans six secteurs de la capitale, au Havre, à Nîmes, à Saint-Brieuc, à Colombes, à Levallois-Perret et dans bien d'autres villes. Nous saluons ces succès avec d'autant plus de joie que nous y avons contribué pour une large part. En dépit des injustices et des tricheries dont nous avons été ici et là victimes, nous avons maintenu fermement la ligne unitaire que nous avons tracée. L'effort de nos militants pour le second tour a été particulièrement intense et acharné.

MAINTENANT, le moment est venu de tirer les leçons de cette bataille, afin de mieux préparer les nouveaux combats. L'une des questions qu'il convient aussitôt d'éclaircir est celle du phénomène « centriste » et des prolongements qu'il est susceptible d'avoir dans les prochains mois.

On a écrit beaucoup de choses sur ce phénomène, mais on a généralement omis

de mettre en lumière **sa réalité sociale**. Le « centrisme » n'existe que parce qu'une fraction de la bourgeoisie française veut exprimer son mécontentement non point à l'égard du système gaulliste, **mais à l'égard de certains aspects de sa politique**. Il s'agit, à la fois, d'une réaction contre le plan de « stabilisation », contre les interventions de l'Etat dans le domaine économique, contre la faveur accordée par le régime aux très grandes affaires capitalistes (au détriment des moyennes entreprises), d'un malaise devant la prétention au monopole politique manifestée par la clique de l'U.N.R. et, enfin, d'une protestation contre les pointes anti-américaines de la diplomatie du général de Gaulle.

S'il n'y avait pas eu ce mouvement au sein de la bourgeoisie (sur lequel l'Assemblée du patronat français nous avait, d'ailleurs, déjà éclairés), il n'y aurait pas eu non plus les alliances de Marseille, de Lille, de Lyon, de Rouen, de Bordeaux et de tant d'autres cités. Il est évident que de Gaulle va maintenant avoir à tenir compte de cette réalité. Il peut, comme l'ont dit certains journaux, s'enfoncer plus avant dans la voie du pouvoir personnel. Mais il peut aussi manœuvrer et favoriser une remontée des éléments « centristes » qui lui sont favorables. Autrement dit, les Edgar Faure, les Lecanuet et les Giscard d'Estaing pourraient être conduits à remplacer un jour les Pompidou, les Frey et les Guichard.

MAIS ce que va faire de Gaulle compte moins à nos yeux que ce que fait déjà cette partie de la gauche qui a conclu les ententes « centristes ». Au départ, on nous a raconté que ces ententes n'étaient que des expédients provisoires. Il faut bien admettre aujourd'hui qu'elles recouvrent une certaine politique, une politique dont la bourgeoisie la plus traditionnelle tire les ficelles.

Une heure après la publication des résultats électoraux de Marseille, Gaston Defferre a déclaré que la preuve était faite que l'on pouvait « **battre à la fois les communistes et l'U.N.R.** ». Il a bien dit « l'U.N.R. » et non pas « l'ensemble de la droite », car Defferre sait parfaitement qu'on ne peut battre l'ensemble de la droite **sans les communistes**.

Lorsque avant les élections municipales nous rappelions cette évidence, certains nous accusaient d'être prêts à nous incliner devant l'hégémonie du parti communiste. Il leur sera difficile de renouveler cette accusation après les élections municipales. Car il y a eu Brive, il y a eu Champigny, Bobigny et Vitry, **il y a eu aussi et surtout Grenoble**. Nous avons montré que là où les exigences du Parti communiste étaient inacceptables, nous ne les acceptions effectivement pas, que nous n'hésitions pas à affirmer une politique autonome. Cette attitude a été payante, **Grenoble est la seule ville de France où la gauche ait réalisé une véritable percée**.

Quelle est la différence entre cette politique et celle des Defferre et des Mollet ? Elle est très simple. Eux s'allient avec la

droite, nous ne le faisons nulle part. Eux défendent une plate-forme de compromis (ou acceptaient l'absence de toute plate-forme), nous nous battons sur un programme de rénovation clairement orienté à gauche. Eux refusent de s'entendre avec les communistes ; nous ne perdons jamais de vue les possibilités de cette entente. L'un des plus grands succès de l'entreprise grenobloise est d'avoir amené les électeurs communistes à mêler finalement leurs bulletins aux nôtres et à ceux de nos alliés.

NOUS voyons de plus en plus nettement le chemin qui nous conduit à l'unité des forces ouvrières, à l'unité de l'ensemble de la gauche. Ce chemin, ce n'est pas celui des maquignonnages électoraux des accords purement tactiques, de la répétition mécanique des coalitions du passé. Ce n'est pas non plus celui des « bons offices » des offres de courtiers, des indulgences « habiles » à l'égard de l'opportunisme de la S.F.I.O. ou de ce stalinisme dont le parti communiste est loin de s'être entièrement débarrassé. Le vrai, le seul chemin, c'est celui de la lutte pour la transformation de la gauche et **pour le programme qui exprime cette transformation**. C'est celui de la lutte pour le développement et le regroupement des forces capables de promouvoir le renouveau socialiste. C'est celui du dialogue permanent, celui des propositions constructives — comme celle du contre-plan — susceptibles de donner un caractère plus dynamique et plus efficace aux actions communes.

CE chemin, c'est celui qu'a choisi le P.S.U. Ce P.S.U. qui a, certes, connu des périodes de crise et de difficultés, mais qui a su les traverser sans se rompre, qui s'est redressé et qui est allé à la bataille **dans la cohésion et dans l'unité**.

Lorsque la commission qui avait été désignée par notre Comité politique national pour trancher les éventuels cas litigieux s'est réunie entre les deux tours de scrutin, elle n'a eu à ouvrir aucun dossier. Tout était en ordre. Les fédérations appliquaient partout la politique qui avait été décidée. Quel parti pourrait dire mieux ?

Gilles MARTINET.

Contre l'utilisation du gaz de combat

Le Bureau national du P.S.U. s'élève avec force contre la déclaration du département d'Etat, à Washington, reconnaissant que les Etats-Unis ont livré aux troupes sud-vietnamiennes un gaz de combat « lacrymogène et vomitif » destiné à leur lutte contre le Vietcong.

Aucune explication ne saurait excuser une telle initiative qui ne peut qu'aggraver le conflit vietnamien au moment où tout devrait être mis en œuvre pour en rechercher la fin.

En pages 5-6-7-8 : **Les succès du P.S.U. aux Municipales**

SYNDICATS

La C.G.T. propose un plan de réorganisation de la S.N.C.F.

La Fédération nationale C.G.T., qui est de loin l'organisation syndicale de cheminots la plus représentative (1), a proposé récemment dans une conférence de presse un plan de réorganisation de la S.N.C.F. Alors que le secteur nationalisé est en crise (étatisation de la gestion, mécontentement du personnel dû à l'insuffisance des salaires), alors que les thèses en faveur des nationalisations sont en recul dans la gauche, alors que l'idée elle-même a perdu de son prestige dans la classe ouvrière, il nous paraît intéressant d'examiner les propositions de réformes faites par la C.G.T., propositions visant une entreprise nationale dont la réussite est plus grande sur le plan technique que sur le plan social.

Rappelons d'ailleurs que le contre-plan du P.S.U. prévoit une extension du secteur nationalisé, un renforcement de ses moyens d'action, une gestion plus démocratique de ce secteur.

Réformes de structure

Pour sa part la Fédération des cheminots C.G.T. demande que la S.N.C.F. cesse d'être une société d'économie mixte, que l'Etat acquière la totalité de ses titres de propriété et, en conséquence, que les représentants des anciennes compagnies ne siègent plus au conseil d'administration. Cependant, contrairement à l'esprit même de la loi de nationalisation, l'Etat n'exerce-t-il pas jusqu'ici une influence prédominante sur la gestion de la S.N.C.F. par le canal du ministère de tutelle (ministère des Travaux publics et des Transports) et par le moyen des multiples contrôles qu'il exerce sur la marche de l'entreprise (contrôles souvent justifiés par des considérations financières) ?

Pour remédier à cette situation, la C.G.T. propose d'en revenir effectivement à une gestion tripartite (le personnel étant associé à cette gestion) et de doter la S.N.C.F. d'une autonomie financière. Le conseil d'administration comprendrait des représentants de l'Etat, des représentants du personnel élu par lui ; des représentants des usagers désignés par les milieux de l'industrie, de l'agriculture, du commerce et par les associations d'usagers populaires (c'est la désignation de cette troisième catégorie d'administrations qui pose le plus de problèmes).

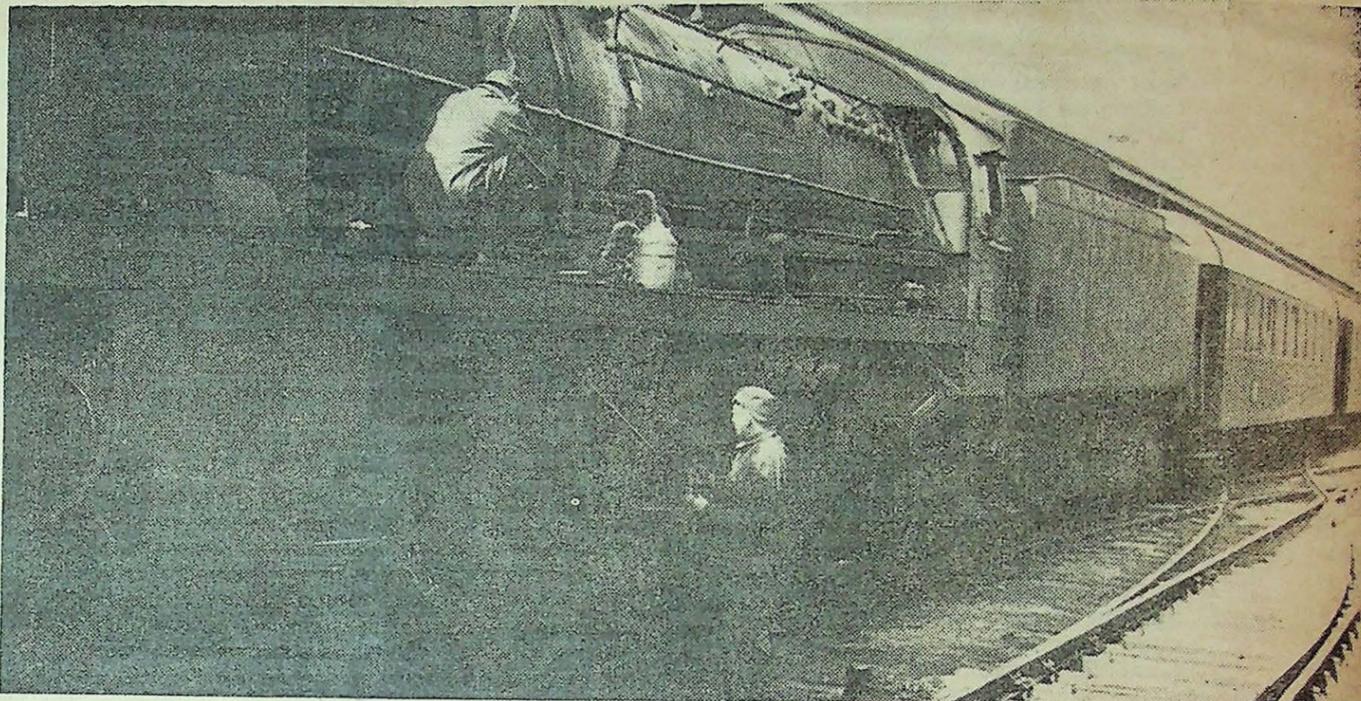
D'autre part, le « plan de gestion démocratique » de la C.G.T. prévoit l'attribution d'un pouvoir de contrôle sur la gestion aux représentants des organisations syndicales les plus représentatives (2) — proposition qui ne manquera pas de faire sursauter les dirigeants actuels de la S.N.C.F. soucieux de conserver l'autorité qui leur reste et particulièrement hostiles à la C.G.T. Selon cette dernière, ce pouvoir de contrôle des représentants syndicaux s'exercerait aux différents niveaux (direction générale, directions des grands services, des régions, des arrondissements et des établissements) et impliquerait l'accès à tous les dossiers : trésorerie et comptabilité, accords commerciaux, investissements, projets de modernisation, achats, etc.

En outre des représentants du personnel S.N.C.F. seraient délégués au conseil d'administration de chaque filiale de la S.N.C.F.

Mais il n'est pas de gestion vraiment démocratique sans autonomie de gestion et pas d'autonomie de gestion sans autonomie budgétaire. C'est pourquoi le plan de la C.G.T. prévoit que « dans le cadre des orientations générales fixées par l'Etat démocratique la S.N.C.F. dispose de l'autonomie financière, commerciale, tarifaire et salariale, compatible avec son rôle de service public. Le budget d'exploitation de la S.N.C.F. est établi selon le principe d'équilibre entre les recettes et les dépenses, il exclut toute prévision de déficit. »

Un tel résultat ne peut être obtenu que s'il existe une véritable coordination des transports et si la S.N.C.F. se voit retirer les charges qui pèsent

actuellement sur elle du fait qu'elle remplit une fonction de service public. Aussi bien la C.G.T. n'excluant pas ce rôle de service public, il est douteux que la réforme tarifaire qu'elle pro-



Un service public géré par peu de gens...

(Photo Kagan)

pose suffise à permettre l'équilibre budgétaire de la S.N.C.F.

Réforme de la politique tarifaire

Selon la C.G.T., la coordination des transports implique « une répartition équitable des charges d'infrastructure et des obligations de service public ». Il semble donc que pour assurer cette égalité des charges, l'Etat doit continuer à contribuer aux dépenses d'infrastructure ferroviaire.

Par contre la C.G.T. ne prévoit pas comme les Fédérations C.F.D.T. et F.O. des cheminots une nationalisation de l'ensemble des transports. Il est vrai que la concentration inégale des transports routiers, en particulier, rend difficile leur nationalisation. Ce n'est pas un hasard si en Grande-Bretagne, après leur retour au pouvoir, les conservateurs ont commencé par « dénationaliser » les transports routiers.

En ce qui concerne les tarifs marchandises, la Fédération C.G.T. demande un relèvement des tarifs « anormalement bas » consentis aux gros utilisateurs, la suppression de toutes les « conventions particulières » la réduction des allocations versées aux propriétaires d'embranchements particuliers.

Les réductions dont bénéficient notamment les utilisateurs de matières premières ont toujours été vivement critiquées par la C.G.T. Les partisans font valoir, du côté de la S.N.C.F., la nécessité pour celle-ci de se défendre contre la concurrence des autres moyens de transport (en effet, bien que service public, la S.N.C.F. ne constitue pas, comme l'E.G.F., un monopole de fait). Par ailleurs, du point de vue gouvernemental, on justifie les tarifs inférieurs aux prix de revient par le souci de freiner la hausse du coût de la vie. Encore faudrait-il savoir dans quelle mesure le coût du transport des matières premières influe sur le prix des produits fabriqués. « Cadeaux aux trusts » dit la C.G.T. Et, bien que plus modérés, les autres syndicats ne sont pas loin de penser la même chose à propos des tarifs préférentiels.

A noter que la « vérité des prix » est également réclamée par les transporteurs routiers. Il reste à déterminer dans quelle mesure elle est compati-

ble avec les obligations du service public dévolues à la S.N.C.F. On pourrait reprocher à ce sujet à la C.G.T. de ne pas inscrire la place de la S.N.C.F. dans une planification démocratique de l'ensemble de l'économie (point de vue de la C.F.D.T.).

Ces réserves faites, il nous paraît malgré tout souhaitable que les charges incombant au service public soient exactement chiffrées et compensées par des subventions qui permettent par ailleurs à la S.N.C.F. de jouir d'une véritable autonomie budgétaire.

Ces charges peuvent concerner également le service voyageurs (qui est d'un moindre rapport que le service marchandises). A cet égard, la C.G.T. demande que le nombre des billets de congés payés soit porté de un à deux et que la réduction consentie soit de 50 % au lieu de 30 %, « moyennant le

Réforme de la politique salariale

La C.G.T. prévoit la négociation d'un nouveau statut du personnel qui serait discuté au sein d'une commission du statut composée des représentants des syndicats et de la S.N.C.F. et présidée par un représentant de l'Etat.

La C.G.T. estime que les revendications du personnel ne peuvent être satisfaites que si la S.N.C.F. cesse d'être gérée « dans l'intérêt exclusif des grandes sociétés capitalistes » — ce qui, selon la Fédération nationale, a toujours été le cas (à l'exception du court intermède d'après-guerre où les communistes participaient au gouvernement). Daniel Moreau, secrétaire fédéral, en voit la preuve dans le fait

versement par l'Etat d'une compensation à la S.N.C.F. » D'autre part, la C.G.T. propose de compenser les éventuelles insuffisances de recettes découlant des cartes hebdomadaires de travail à tarif réduit par l'institution d'une taxe à la charge des employeurs.

Aux élections professionnelles prédominance de la C.G.T.

Si dans les P.T.T. de récentes élections professionnelles se sont traduites par un gain important de la C.G.T. (+ 13.500 voix sur 15.800 nouveaux inscrits), par un progrès de la C.F.D.T., un recul de F.O. et un effondrement des Autonomes (dont une partie des troupes sont attirées par la C.F.D.T.), les élections des délégués du personnel à la S.N.C.F. témoignent, au contraire, d'une grande stabilité (alors que 25.000 jeunes cheminots ont été embauchés depuis 1963).

Si la C.G.T. recule faiblement dans le personnel d'exécution (66 % au lieu de 67 %), elle progresse un peu dans les cadres (22 % au lieu de 20 %) et d'une façon générale conserve une influence prédominante.

La C.F.D.T. a bien résisté à la concurrence de la C.F.T.C.-Sauvy à qui la S.N.C.F. avait permis de présenter des listes. Celles-ci ont eu un peu plus de succès dans les cadres (3 %) que dans le personnel d'exécution (à peine 2 %) alors que la C.F.D.T. y perd moins de 1 % (19,9 % des suffrages exprimés). Seule l'Union d'Alsace-Lorraine a rejoint la nouvelle C.F.T.C. (et les partisans de la C.F.D.T. affirment que cette décision a été prise de façon irrégulière).

Ajoutons que F.O. maintient ses partisans (9 % des suffrages du personnel d'exécution), et que la F.A.C. (Fédération Autonome des Cadres) est la plus représentative dans le personnel cadres et maîtrise (47 % des suffrages de cette catégorie).

qu'« entre 1938 et 1963, les prix de gros ont été multipliés par 36, alors que les prix moyens de transport par wagons et trains complets n'ont été multipliés que par 20 ».

Par ailleurs, la C.G.T. souligne la nécessité d'améliorer les conditions de transport des usagers les plus modestes, en particulier dans la banlieue parisienne, d'accroître le parc de voitures, d'aménager de nouvelles dessertes (desservant notamment les grands ensembles locatifs des environs de Paris).

Enfin, Georges Seguy, secrétaire général de la Fédération, déplore l'éviction de la C.G.T. du conseil d'administration de la S.N.C.F. et la rupture de tous contacts officiels avec la direction depuis 1947 (3). Et à l'appui de cette demande de rentrée dans les organismes officiels, le leader cégétiste affirme sa volonté de voir se régler les conflits à l'intérieur de la S.N.C.F. par la « négociation ».

A ce sujet on est loin de compte. Toutes les organisations syndicales en sont d'accord. Si la commission mixte du statut instaurée en vertu de la loi de 1950 sur les conventions collectives et présidée par M. Joubert, représentant du ministère des Travaux publics et des Transports, a permis aux cheminots d'obtenir certains avantages, ses travaux sont actuellement au point mort, le gouvernement Pompidou ayant estimé que les résultats de ces discussions coûtaient trop cher. On a bien réuni la commission mixte lors de récentes discussions sur les salaires, mais il s'agissait surtout d'une réunion de pure forme ; le gouvernement a fait peu de concessions ; les jeux étaient faits à l'avance.

Quoi qu'il en soit, même si elles sont discutables sur certains points, les propositions de la Fédération C.G.T. ont le mérite de suggérer, au-delà des revendications immédiates, des réformes de structure. Elles s'apparentent ainsi à la stratégie du contre-plan.

Maurice Combes.

(1) Voir note ci-dessous.
(2) Actuellement : C.G.T., C.F.D.T., F.O., F.A.C. (cadres autonomes), F.G.A.A.C. (trouvants autonomes), le cas de la C.F.T.C.-Sauvy n'étant pas définitivement tranché.
(3) En outre, les permanents syndicaux de la C.G.T. ne touchent plus, depuis 1951, leur traitement d'activité comme c'est le cas pour ceux des autres fédérations.

LES SUGGÈS DU P.S.U.

Un certain nombre de résultats, notamment dans les petites communes, ne nous sont pas encore parvenus au moment où nous mettons sous presse.

Dans un prochain numéro de Tribune Socialiste (probablement dans trois semaines), nous présenterons en supplément au journal la liste complète des élus du P.S.U.

Nous rappelons donc à toutes les sections du Parti qu'elles doivent envoyer tous les résultats intéressants des listes du P.S.U. et le nom des camarades élus. H. P.

Ain

- BELLEGARDE. — Le Conseil municipal sortant réactionnaire est battu par la fusion des listes de gauche. Elus 2 P.C., 2 S.F.I.O., Jean Martinet (P.S.U.)
- GEX. — Le P.S.U. a aidé au relatif succès de la « liste d'Action démocratique », qui obtient 2 élus contre la réaction.
- CHANAY. — Notre camarade Jacques Béchard est brillamment réélu maire.

Aisne

- LAON. — Le député U.N.R. Sabatier l'emporte de 99 voix au second tour, malgré la fusion des listes S.F.I.O.-P.S.U.-P.C. Les gaullistes, qui disposaient d'une presse abondante, ont employé tous les moyens, notamment le vote par correspondance des malades et vieillards, visités par les dames patronesses de l'U.N.R. La gauche a été desservie par le vieillissement de la S.F.I.O., le maire sortant Levindrey ayant placé 12 retraités sur sa liste et s'étant refusé à toute application de la démocratie communale, notamment à la publicité de sa gestion.
- HIRSON. — Défaite encore plus grave de la gauche, l'U.N.R. l'emporte de 566 voix, malgré la fusion des listes S.F.I.O.-P.S.U.-P.C.

- CHATEAU-THIERRY. — Pour la première fois depuis la Libération, une municipalité à majorité de gauche (16 sièges sur 23). La section P.S.U. a joué un rôle déterminant dans la constitution de la liste d'union. 3 élus P.S.U., nos camarades Gilbert Attuïl, Marceau Girard et Francis Lazerges. 7 P.C., 4 S.F.I.O., 2 indépendants de gauche.

Alpes-Maritimes

- CAGNES-SUR-MER. — Face à l'U.N.R., la liste P.C., renforcée par le P.S.U. au second tour, gagne près de 300 voix, mais n'a pas d'élu.

Ardèche

- LA VOULTE-SUR-RHONE. — La liste de gauche P.C.-P.S.U. obtient 5 élus dont 1 P.S.U. René Soubeyrand, responsable fédéral Presse.
- LALEVADE. — Election dès le premier tour de la liste P.S.U.-S.F.I.O. avec notre camarade Camille Veydarier (premier adjoint) et 8 sympathisants P.S.U.

- CHARMES. — Maurice Sautel (P.S.U.), élu.
- AJOUX. — André Laffont (P.S.U.) réélu maire à l'unanimité.
- BEAUMONT. — Louis Martin (P.S.U.) est réélu au sein d'un Conseil municipal réactionnaire, malgré la campagne de la droite menée contre lui.
- SAINT-VINCENT-DE-DURFORT. — Marc Autrand (P.S.U.) élu.

Ardennes

- BEEFU-LE-MORTHOMME. — Garnier, maire P.S.U., réélu.
- BUSANCY. — René Michelot, élu.
- CHEVIERES. — Gaston Euvrard, maire P.S.U., réélu.
- CHOEZ. — Lucien Dumont, adjoint au maire, réélu.
- DRICOURT. — Maurice Gobin et Jean Turquin, élus.
- FEPIN. — Eloi Pierre, réélu.
- FRANCHEVAL. — Habary, maire P.S.U., réélu.
- GRANDPRE. — Outre Guy Desson, membre du C.P.N., réélu maire au premier tour, 4 P.S.U. élus.
- LAVAL-MORENCY. — Lucien Parmentier, élu.
- LE CHESNE. — Mairie conquise par le P.S.U. Le nouveau maire est notre camarade Maurice Mutelet, secrétaire de section.

- LETANNES. — Albert Orry, élu.
- MACHAULT. — Guy Duhaut, élu.
- MONTCY-NOTRE-DAME. — Roger Devingt, élu.
- MONTHOIS. — André Liance, élu.
- RIMOGNE. — René Petit, maire P.S.U., réélu.
- ROCROY. — Andrée Vienot, maire P.S.U., réélue, avec André Nardy, premier adjoint, Jean Christel, deuxième adjoint et 9 conseillers P.S.U.
- RUMIGNY. — Henri Borgnet, élu.
- VILLERS-SEMEUSE. — 2 élus P.S.U.
- VIREUX-WALLERAND. — Robert Benoist, secrétaire de section, élu.
- VOUZIERES. — Robert Lelarge (P.S.U.), élu avec 1 communiste dans une municipalité de droite.
- WADELINCOURT. — Jules Lefebure, maire sortant P.S.U., réélu.

Ariège

- SAINT-YBARS. — La liste menée par le P.S.U. est élue.

Aube

- BAR-SUR-AUBE. — L'union de la gauche s'est réalisée au second tour sur une liste conduite par notre camarade Huchard. Cette liste obtient 7 élus (contre 15 à la droite) dont 2 P.S.U., James Huchard et Jean-Pierre Burgand.
- LONGCHAMP-SUR-AUJON. — La liste P.C.-P.S.U.-S.F.I.O. enlève la majorité. 1 élu P.S.U., Jean Menque.
- VILE-SOUS-LA-FERTE. — Claude Lenfant, élu.

Aude

- CARCASSONNE. — Rappelons l'élection d'André Melliet au premier tour.
- CAVES-DE-TREILLE. — Guy Gomez (P.S.U.) est élu.
- FLEURY-D'AUDE. — Aimé Teissère est élu sur une liste P.C.-S.F.I.O.-P.S.U.
- GINESTAS. — Tandis que la liste P.C.-S.F.I.O. obtient 10 élus, une liste à majorité P.S.U. en obtient 3 dont notre camarade Maurice Sicard, premier adjoint.
- VILLAR-EN-VAL. — Hervé Arnaud, maire P.S.U., réélu.
- TOURNISSAN. — Albert Gimenez, maire P.S.U., réélu; Pierre Roux, réélu.

Aveyron

- MILLAU. — Au second tour, la liste fusionnée S.F.I.O.-P.S.U. a obtenu 2.695 voix contre 4.605 à une liste S.F.I.O., M.R.P., Ind., Rad. (26 sièges) et 3.232 à une liste apolitique (1 élu).
- SAINT-AFFRIQUE. — 10 élus dont 2 P.S.U., Armand Severac et Marcel Roustan, sur une liste d'Union pour une action économique et sociale.
- CARDENAC. — La liste P.S.U. élargie avait obtenu 10 p. 100 des voix au premier tour. Elle s'est retirée pour le second.
- SAINT-ROME-DU-TARN. — Merlett, maire, et Pierre Montes, sympathisants P.S.U. sont élus.

Bouches-du-Rhône

- AUBAGNE. — Rappelons le beau résultat obtenu par notre camarade Marcel Pinet, élu en troisième position sur une liste P.C.-P.S.U. Il sera adjoint au maire communiste.
- MARTIGUES. — Pierre Cauvin, élu.
- SAINT-CANNAT. — Jean Daumas (P.S.U.), élu en tête de la liste qu'il présentait.

- SIMIANE. — Jean-Claude Colson élu sur une liste P.C., S.F.I.O., P.S.U.

Calvados

En plus des résultats annoncés la semaine dernière.

- DEMOUVILLE. — La « Liste d'Entente républicaine pour une gestion nouvelle des intérêts communaux » l'emporte sur la liste du Conseil sortant et la liste du P.C. 3 élus P.S.U. : Maurice Denis, Christiane Fremont, Edouard Sochacri.
- POTIGNY. — 2 élus P.S.U. : Jean Gahier et Louis Perais.

Cantal

- AURILLAC. — Beau succès de la liste d'Union des gauches (P.C., P.S.U., S.F.I.O., Rad.) qui bat le maire sortant Piales, sénateur indépendant et donne la mairie à la gauche (8 S.F.I.O., 6 Rad., 4 P.C., 3 sans parti). 4 élus P.S.U. : Yves Lemaire, membre du C.P.N. et secrétaire fédéral, Pierre Bousquet, secrétaire de l'U.D. C.F.D.T., Roger Leyrolles et Raymond Duval.

- LAVASSIERE. — François Marquet, réélu.
- NEUVEGLISE. — Pierre Vidalenc, élu.

Charente-Maritime

En plus des résultats du premier tour.

- LA ROCHELLE. — Le retrait de la liste centriste arrivée en troisième position au premier tour a permis l'élection de la liste U.N.R. Salar-daine malgré une nette progression de la liste d'Union démocratique (P.C., S.F.I.O., P.S.U.) qui passe de 8.220 à 9.686.

- PISANY. — Il faut rappeler le beau succès de notre camarade Michel Boucher, secrétaire fédéral, qui, avec 11 élus, bat la municipalité sortante U.N.R. Conseillers P.S.U. élus : Gabriel et Henri Gavenc, Fernand Pineau, adjoint, Pierre Tenot.

- MESCHERS. — Denise Boissard, élue.
- AIGREFEUILLE. — René Pineaud, élu.

● Municipales : les succès du PSU ● Municipales : les succès du PSU ●

Cher

En plus des résultats du premier tour.

- SAINT-FLORENT-SUR-CHER. — Albert Duchereux, élu.

Corrèze

- BRIVE. — Après le désistement du P.C., la liste P.S.U.-S.F.I.O.-Rad. a remporté une brillante victoire contre celle du député U.N.R. Charbonnel. Les gaullistes se livrèrent, tout au long de la bataille, à une campagne diffamatoire d'une extrême violence : ils étaient si sûrs de leur victoire qu'ils avaient retenus l'O.R.T.F. pour filmer la municipalité U.N.R. Il fallut décommander rapidement. Le maire sera notre ami Labrunie, Conseiller général, sympathisant P.S.U. 5 P.S.U. élus au Conseil municipal : Gérard Denecker, membre du C.P.N., secrétaire fédéral, adjoint au maire ; Jean-Claude Moquet, secrétaire de la section de Brive ; Jean Gomès, membre de la Commission nationale des conflits ; Guy Laplagne et Maxime Verne-dal.

- BEYNAT. — La liste de gauche (P.C., S.F.I.O., Ind. de gauche) enlève 7 sièges contre 6 à la liste Rad.-U.N.R. 2 élus P.S.U. : Raymond Breuil et François Broussole.
- MARCILLAC-LA-CROIZILLE. — 3 élus : Leclanche, Monteil, Seyfant.
- OBJAT. — René Mas, élu.
- BUGEAT. — Docteur Jean Debord, élu.
- UZERCHE. — Max Vagapoff, élu.

Corse

- CERVIONE. — Le seul élu P.S.U. de l'île est notre camarade Jean Bellagamba (liste P.C., S.F.I.O., Rad., P.S.U.).

Côte-d'Or

- TALANT (banlieue dijonnaise). — Notre camarade Jean Dumay est élu avec 1 membre du P.C. sur une liste d'entente qui s'opposait à des sortants trop indulgents envers les spéculations foncières de la Z.U.P. du lac de Dijon.

Côtes-du-Nord

- SAINT-BRIEUC. — Triomphe de la liste conduite par le P.S.U. (plus

P.C., S.F.I.O., divers gauche) qui, malgré la défection de l'Action Travailliste passée au Centre, conserve la mairie à Antoine Mazier.

— Au second tour, la liste centriste est passée de 7.015 voix à 10.702 voix, c'est-à-dire a récolté la totalité des voix U.N.R. (3.273), dont la liste s'était retirée. La liste de gauche est passée, elle, de 10.035 à 11.382, c'est-à-dire qu'elle a gagné 1.347 voix.

— Le nouveau Conseil municipal comprend 13 P.S.U. : Yves Le Foll, conseiller général, maire, Jeanne Mazier, Jacques Galaup, Christian Allain, Guy Lejeune, Jean Bars, Francis Mahéo, Louis Cabon, Yves Dollo, Olivier Sagory, Henriette Glon, Maurice Rousseau et Marcel Saunier.

— 11 P.C.F., 4 S.F.I.O., 5 divers gauche.

Nous n'avons pas encore le détail des élections dans les petites localités ; un prochain numéro de T.S. précisera l'implantation municipale du parti dans le département. Mentionnons seulement le maintien du P.S.U. dans 25 communes, deux nouveaux succès, à Langueux et Gommenec'h — à Pontrioux, la liste de gauche conduite par le P.S.U. enlève 8 élus sur 17.

Creuse

Les bons résultats du P.S.U. ont été communiqués au premier tour.

Dordogne

Les résultats obtenus par le P.S.U., même dans les communes où la droite l'a emporté, portent témoignage des progrès de notre implantation. Parmi les résultats certains :

- CHANTERAC. — Dans cette commune, où le député U.N.R. Guena avait suscité une liste, celle du P.S.U., conduite par Christian Déjarge, est élue en entier.
- LACASSAGNE. — Jean Boisserie, maire P.S.U., réélu.
- LANGUAIS. — Antoine Margeat, maire P.S.U., réélu.
- MUSSIDAN. — Liste animée par le P.S.U. au second tour et pour laquelle s'est désisté le P.C. au second tour. 7 élus, dont 2 P.S.U., Yves Raynaud, secrétaire de section, et Raymond Petit.
- SAINT-AQUILIN. — Marcel Magne, élu.
- SAINT-GEORGES-DE-MONT-CLARD. — Guy Bousquet, élu.

Drôme

Résultats donnés la semaine dernière.

- DIEULEFIT. — Les trois élus P.S.U. sont : Anna Tomasine, 1^{re} adjointe, le docteur Georges Springer et Bertin Gresse.

Eure

- GISORS. — 22 élus de droite étant passés au 1^{er} tour, notre ami Albert Forcinal, conseiller général, est le seul élu de la gauche au second tour.

- PONT-AUDEMER. — Au 1^{er} tour, la liste de droite (M.R.P.-ind.-radicaux) a été élue, face à une liste de gauche (6 P.S.U., syndicalistes, ajistes, personnalités) qui a pourtant progressé de 700 voix par rapport aux résultats de la gauche en 1958. Le P.C. était absent de la bataille.

Eure-et-Loir

- CHATEAUDUN. — La liste d'Union démocratique, constituée au second tour (P.C.-P.S.I.-S.F.I.O.-Rad.), obtient 24 élus contre 3 à la liste M.R.P. Elus : 8 radicaux, 5 P.C., 4 S.F.I.O., 7 P.S.U. et sympathisants, parmi lesquels Guy Avisseau, conseiller sortant, Jean Babin et Marcel Blain.

Finistère

- CARANTEC. — Elections d'une liste de gauche. 3 P.S.U.
- GUERLESQUIN. — 5 élus de gauche dont 4 P.S.U.
- GUIMAEC. — Liste de gauche à prédominance P.S.U., dont le maire sortant Yves Silliau.
- HENVIC. — Beau succès de Marie Jacq. secrétaire de section, et de Jean Daniélou. La mairie est enlevée à la droite et la gauche disposera de la majorité au conseil municipal. Le maire sera P.S.U.

- LA FORET-FOUESNANT. — 1 P.S.U. réélu, Robert Le Ster.
- LANMEUR. — Yves Moal, maire sortant P.S.U., est réélu au 1^{er} tour ; au second, toute la liste de gauche (12 P.S.U., 4 P.C.) l'emporte.

- LOCQUENOLE. — Municipalité P.S.U. réélue au 1^{er} tour. Maire : F. Queguiner.

- MESPAUL. — 2 élus de gauche, dont 1 P.S.U.

- PLOUEGAT-GUERRAND. — Liste de gauche à prédominance P.S.U. élue, dont le maire sortant, Jean-François Bourel.

- PLOUGASNOU. — Réélection au 1^{er} tour de la municipalité P.S.U. Maire : François Charles.

- PLOUGONVEN. — Au 1^{er} tour, élection de la liste P.S.U. (18) et P.C. (6). Maire : Albert Larher, conseiller général P.S.U.

- PLOURIN. — 1 élu P.S.U.

- PONT-L'ABBE. — Au 1^{er} tour, la liste du maire sortant, droite, enlève 26 sièges sur 27. La liste P.C. obtenait 700 voix ; la liste d'Union de la gauche démocratique et laïque, emmenée par notre camarade Alain Le Dilosquer, 1.050 voix. Au second tour, Le Dilosquer, candidat unique de la gauche, enlève le 2^o siège avec 2.034 voix contre 1.600 au conseiller sortant réactionnaire.

- SANTEC. — Réélection au 1^{er} tour de la municipalité P.S.U. François Porcher, maire.

- SCAER. — Election au 1^{er} tour de la liste P.C.-P.S.U. (4 P.S.U.), dont Henri Nicolas, secrétaire fédéral adjoint.

Gard

- NIMES. — La liste P.C.-P.S.U. bat, au second tour, le maire sortant Tailhades, sénateur S.F.I.O., allié à la droite et à l'U.N.R. Le nouveau maire sera communiste. Le

P.S.U. compte 8 élus : Paul Arnassan, secrétaire fédéral ; André Capelle, Jean Chabanis, Jacques Compère, Maurice Dard, Jean Hugo, Albert Masseguin, Fernand Vigouroux, trésorier fédéral.

- ALES. — La liste P.C.-P.S.U. bat, au second tour, le maire sortant Bechard, député S.F.I.O., président du conseil général, allié au M.R.P. Le nouveau maire sera le député communiste Roucaute. Le P.S.U. a 4 élus : Rémy Blanc, Germain David, Charles Litchgy et André Souche.

- CONGENIES. — Charles Bouet, conseiller général P.S.U., est réélu maire.

- REDESSAN. — Réélection de Maurice Bessière.

- RODILHAN. — 2 élus : Alex Le-grand et Jacky Vier.

- LA ROUVIERE. — Henri Martin, conseiller général P.S.U., est réélu maire.

- SAINT-CHRISTOL-LES-ALES. — 1 élu : Serge Cordier.

- VAUVERT. — Robert Gourdon, conseiller général P.S.U., est réélu maire ; Alexis Farjon, Emile Guigou, Marcel Guiraud, René Michet, conseillers municipaux.

Haute-Garonne

- BALMA. — Henri Constans, élu.
- REVEL. — Le seul élu de la liste de gauche est notre camarade Jean Hanne.
- SAINT-THOMAS. — Roland Dangla, élu.

Indre-et-Loire

- LARÇAY. — Claude Mortisson, élu.
- LOCHES. — Au 1^{er} tour, Georges Fily, et, au 2^o tour, Yves Le Garrec sont élus.

Isère

- GRENOBLE. — L'U.N.R. Michallon est chassé de la mairie par la victoire de la liste P.S.U.-S.F.I.O.-Groupe d'action municipale, pour laquelle le P.C. s'était désisté. Le nouveau maire sera Hubert Dubedout. Le P.S.U. entre au conseil municipal avec 9 élus : Jean Verlhac, membre du C.P.N. ; Georges Boulloud, secrétaire fédéral ; Raymond Gensburger, trésorier fédéral, Robert Silber, secrétaire fédéral adjoint ; Jean Bron, Bernard Gilhan, Jacques Hennebert, Daniel Hollard, Ginette Persi et Gilbert Quint.

- VIENNE. — L'entente U.N.R.-M.R.P. l'emporte, au second tour, sur la liste de gauche pourtant unie.

Jura

Aux élus indiqués la semaine dernière, il faut ajouter :

- MONTMOROT. — 1 élu : Pierre Martinet.
- MOREZ. — Le secrétaire de section, Maurice Genouet, est élu, en tête de tous les candidats de la liste de gauche, dès le 1^{er} tour ; au second tour, Michel Faye et Paul Nicot sont élus.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse
.....
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche. (Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

Municipales : les succès du PSU • Municipales : les succès du PSU •

- POLIGNY. — 1 élu : Pierre David.
- SAINT-AGNES. — 1 élu : Louis Nayard.
- VILLERS-FARLAY. — 1 élu : Marcel Vauchez.

Loire

- Défaite de la gauche à SAINT-ETIENNE, MONTBRISON, RIVED-GIER.
- Aux résultats annoncés s'ajoutent :
- BOEN-SUR-LIGNON. — Liste conduite par Robert Varinier, conseiller sortant P.S.U., qui obtient 2 élus au 1^{er} tour et 3 au second.
- CHAZELLES-SUR-LYON. — La liste du maire sortant, A. Bazin (rad.), comprenait 2 P.C., 3 P.S.U., 1 rad., des militants syndicalistes et paysans. Elle a obtenu les 23 élus au 1^{er} tour, avec une majorité écrasante. Sont élus nos camarades André Chermette, secrétaire de section, Ducrot et Gilbert Mourlat.
- SAIL-SOUS-COUZAN. — 1 élu : Joseph Masson.

Loire-Atlantique

- COUERON. — Scrutin de ballottage, la liste P.C.-P.S.U.-S.F.I.O. enlève les 27 sièges. Raymond Viaud, secrétaire de section, Paul Blineau, Jean David et Pierre Leneveu sont élus.

Lot

- SOUILLAC. — 2 élus P.S.U. sur la liste de gauche, Constans et Raymond. Une section du parti y sera prochainement mise sur pied.

Lot-et-Garonne

- BOE. — Marcel Dulcide, maire P.S.U., réélu.
- LAROQUE-TIMBAUT. — Hervé Valois, maire, réélu.
- PUYMIROL. — Gilbert Lafabrie, maire P.S.U., réélu.
- SAINTE-COLOMBE. — René Desmeroux, maire, réélu.

Marne

- Défaite pour la gauche à Châlons et à Reims — malgré la très grosse progression, dans cette dernière ville, des voix de l'Union démocratique.
- DAMERY. — La liste de gauche P.C.-P.S.U. a battu, au 1^{er} tour, le maire sortant. 2 élus P.S.U. : Jean Cazeaux, conseiller sortant, qui devient 1^{er} adjoint, et Thérèse Tilmant.
- PONTFAUERGER. — Pierre Rodrigue, maire P.S.U., réélu.
- SEZANNE. — 2 P.S.U. réélus au 1^{er} tour : Jean Boulanger et Jean Vincent.

Haute-Marne

- SAINT-DIZIER. — La liste U.N.R. n'a battu la liste de gauche que de 235 voix, malgré le retrait en sa faveur de la liste centriste.
- COURCELLES-SUR-BLAISE. — Réélection de Maurice Consigny, adjoint au maire.

- LOUVIERES. — Jules Bourcelot, maire P.S.U., réélu.

Meurthe-et-Moselle

- 23 élus P.S.U., contre 13 en 1959, à ajouter aux résultats de la semaine dernière.
- AUDUN-LE-ROMAN. — Un 3^e élu P.S.U., René Maurice, membre du bureau fédéral.
- CONFLANS. — Marcel Cunin, secrétaire de section, élu.
- MONT-BONVILLERS. — Eugène Orry, conseiller sortant réélu.
- MERCY-LE-BAS. — 3 élus : Baptiste Cadario, Peiffert et Maurice Schweitzer.
- PIENNES. — Georges Girard, élu.
- REHON. — Georges Aueline, élu.
- TOUL. — 1 quatrième élu : Régis Paquot, conseiller sortant.
- VALLEROY. — 3 nouveaux élus : Seltzer au premier tour, Danièle Julita et Guy Strappazon, au deuxième tour.

Moselle

- FLORANGE. — 1 P.S.U. sur la liste d'Union Démocratique, André François.
- MOYEUVRE-GRANDE. — 2 élus. Raymond Thony, secrétaire de section, conseiller sortant et Herter.
- NILVANGE. — 2 élus. Charles Bintz, secrétaire de section et Victor Madelaine.

Nièvre

— Echec inattendu de la liste d'Union Démocratique à NEVERS.

- GUERIGNY. — 3 listes en présence :

— liste d'Union Républicaine soutenue par F. Mitterrand et Benoit, sénateur S.F.I.O., qui a recueilli les voix de la droite et obtenu 1 siège au premier tour et 13 au second.

— liste du P.C. qui a refusé l'union au premier et au deuxième tour et obtenu 2 élus au second tour.

— liste du P.S.U. qui a obtenu 5 élus au deuxième tour (21,18 % au premier tour, 23,58 % au second). Elus de la liste P.S.U. : Alliot, Billaud, René Bornet, conseiller sortant, Dauchot, Henri Dupont.

Nord

- AUCHY-LES-ORCHIES. — Sur 1 liste P.C.-P.S.U., André Duronsoy, secrétaire de section est réélu.

● DOUAI. — La municipalité de droite ne l'a emporté que de 22 voix sur la liste P.C.-S.F.I.O.-P.S.U. dans la constitution de laquelle le P.S.U. avait joué un rôle déterminant. Or 39 cas de vote par correspondance irrecevables ont été relevés. Une demande d'annulation est déposée au tribunal administratif de Lille.

- LAMBRES. — Léon Vasseur élu sur 1 liste P.C.-P.S.U. élargie.
- VIEUX-CONDE. — Marius Fraquet élu sur 1 liste P.C.-P.S.U.

Oise

- CHAMBLY. — Liste P.S.U. élargie. 4 élus dont Marie-Thérèse Regnier, conseillère sortante et M. Taupinard.
- LAIGNEVILLE. — Notre camarade Roussel est élu.
- LAMORLAYE. — Plusieurs élus P.S.U. dont André Barbe, adjoint au maire.
- MONTIGNY. — 3 élus.
- VERMEUIL. — La liste de gauche passe en entier avec de nombreux sympathisants P.S.U.

Pas-de-Calais

- BERGUETTE. — Notre ami Augustin Heughe élu sur la liste de gauche.
- BRUAY-EN-ARTOIS. — La liste S.F.I.O.-P.S.U.-personnalités enlève les 31 sièges.
- LILLERS. — La liste S.F.I.O.-P.S.U. personnalités est élue avec nos camarades Désiré Appourchaux, Jules Laversin, conseillers sortants, Julien Logez, secrétaire de section et Elie Pailleur.

Basses-Pyrénées

- MIREPEIX. — Henri Prat, P.S.U., élu.
- OSSES-EN-ASPE. — Piere Langlatte, maire P.S.U., réélu.

Hautes-Pyrénées

- LANNEMEZAN. — Détails non parvenus, mais 1 P.S.U. élu.

Haut-Rhin

- SOULTZ. — La liste M.R.P.-U.N.R. s'était adjugée 22 sièges au premier tour. Au second tour notre camarade Etienne Bannwarth enlève le 23^e.

Rhône

- NEUVILLE. — La liste des forces de gauche obtient 3 élus au second tour dont 1 P.S.U., Edmond Charret.
- VILLEFRANCHE. — La liste fusionnée P.C. et P.S.U. emporte au second tour les 2 sièges qui restaient à pourvoir.

Saône-et-Loire

- MONTCEAU-LES-MINES. — L'U.N.R. emporte la mairie contre la liste de gauche fusionnée.
- CLUNY. — Piere Marchal, P.S.U., élu au premier tour.

Sarthe

- LE MANS. — Après réunion de la commission de contrôle, c'est par 29.312 voix contre 29.307 à la liste d'union P.C.-P.S.U.-S.F.I.O. que l'équipe de droite du chirurgien Maury, pour qui s'était désistée l'U.N.R., a été proclamée élue. En

tre les deux tours, la liste de gauche a gagné 3.732 suffrages alors que 2.195 électeurs de plus s'étaient présentés. Cela implique un déplacement de 1.537 voix provenant d'électeurs « centristes » écœurés par le soutien de l'extrême-droite à la liste Maury.

Parmi les bulletins annulés on a relevé 149 professions de foi républicaines contre 49 centristes. Fait plus grave, d'importantes irrégularités de vote se sont produites : refus de la possibilité de voter par correspondance aux cheminots roulants, réception de bulletins par un certain nombre d'électeurs le samedi seulement, réception par quelques électeurs, notamment à l'hôpital psychiatrique, dont le directeur Bauthier figurait sur la liste centriste, d'enveloppes qui, a-t-on affirmé, ne contenaient que des bulletins centristes. Les élus centristes du Mans ne peuvent donc en aucun cas se prévaloir d'une élection dont l'annulation doit être prononcée. Un meeting de protestation s'est tenu le mardi 23 mars sous la présidence de Bourneuf (P.S.U.).

- ARNAGE. — 19 sièges à la liste sortante dont le maire est battu. 2 élus sur la liste P.C.-P.S.U. Nos camarades Allard et Guerehin.
- COULAINES. — 4 adhésions au P.S.U. parmi les élus de gauche au premier tour

Savoie

- ALBERTVILLE. — Pierre Charles, conseiller sortant réélu.
- BARBY. — Louis Besson, secrétaire fédéral adjoint, élu.
- BETTON-BETTONET. — Jacques Tardy, réélu.
- COGNIN. — André Perrier et Michel Poënsin, élus.
- SAINT-ALBAN-LEYSSE. — Cécile Melet, élue.

Seine

- PARIS. — 1^{er} secteur. (1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e arrond.) — David Weill, membre de la Commission exécutive fédé-

Bulletin d'abonnement TRIBUNE SOCIALISTE

NOM
Adresse

Désire s'abonner

Pour une durée de
(Rayer les mentions inutiles.)
Soutien : à partir de 70 F.
1 an 35 F.
6 mois 18 F.

Signature :

54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e
C.C.P. PARIS 5826-65

● Municipales : les succès du PSU ● Municipales : les succès du PSU ●

rale est élu sur la liste d'Union Démocratique.

— 7^e secteur (13^e arrond.). — Claude Bourdet, membre du C.P.N. est ré-élu.

— 13^e secteur (19^e arrond.). — Pierre Marchi, membre du C.P.N., figure comme premier suppléant sur la liste d'Union Démocratique, élue.

● ALFORTVILLE. — Une œuvre de salubrité est accomplie puisque la liste d'Union Démocratique (P.C.-S.F.I.O.-P.S.U.) a battu au second tour Bleuse, qui après s'être fait élire député par la gauche en 1962, se présentait avec le soutien du M.R.P. et le désistement de l'U.N.R. 4 élus P.S.U., Guy Poilue, membre du Bureau fédéral adjoint, Elie Chareyre, Jean Rougeavres, conseillers sortants et Fernand Nicolas.

● COLOMBES. — Municipalité enlevée à l'U.N.R. 5 élus P.S.U. : Roger Beaunez, Jacques Bronstein, René Mérand, secrétaire de section, Roger Nicourt et René Rémy.

● CHATILLON-SOUS-BAGNEUX. — Le conseil sortant (27 P.C.) est remplacé par un conseil municipal d'union : 23 P.C. et 4 P.S.U. : Monique Boucharenc, Roger Lebreton, Gacchioli et Simone Parmantier, secrétaire de section.

● FONTENAY-AUX-ROSES. — 6 élus P.S.U. : Claude Baux, secrétaire de section, Simone Bourly, Henri Mariangeas, André Martin, Raymond Mément, Roger Petit et René Vanderstiché.

● LEVALLOIS-PERRET. — Municipalité enlevée à la droite après défaite du député U.N.R. Carter. 5 élus P.S.U. : Jean Barnier, secré-

taire de section, Christian Delcroix, Jules Pager, Pierre Pavie et Jean Picant.

● THIAIS. — Dans une municipalité de droite, 1 élu pour le P.C. et 1 pour le P.S.U., Gérard Maroncle.

● VANVES. — Dans une municipalité que domine l'U.N.R., 1 élu de gauche, notre camarade Marcel Dehan.

Au total, pour la Fédération de Seine-Banlieue, en comptant les 4 élus du premier tour à NOISY-LE-SEC, 31 élus contre 23 sortants, malgré la perte de 13 conseillers à Sceaux.

Seine-Maritime

● LE HAVRE. — La liste d'Union Démocratique P.C.-P.S.U. enlève la mairie au maire sortant S.F.I.O., Leguillon, allié aux M.R.P. et Indépendants et pour qui l'U.N.R. s'était désistée. La nouvelle municipalité dirigée par le député communiste Cance comprend 24 P.C. et 8 P.S.U. et 5 divers gauche. Les élus P.S.U. sont Albert Gariod, André Heudron, Christiane Huet, Michel Leborgne, Robert Lemarchand, Louis Nedelec, Louis Pointier, secrétaire de section et Paul Reguer.

Seine-et-Marne

● CESSON. — 1 élu P.S.U., Marcel André.

● DAMMARIE-LES-LYS. — André Pivois, réélu, adjoint au maire.

● DONTILLY. — Charles Pescurvic, élu.

● LIVRY-SUR-SEINE. — Jean Souhanin, élu.

● SEINE-PORT. — Henri Renard, élu.

● VERNEUIL-L'ETANG. — René Dauphin, secrétaire fédéral adjoint, élu.

Seine-et-Oise

● AULNAY-SOUS-BOIS. — Sur la liste d'Union Démocratique. 4 élus P.S.U. dont Gilberte Desnoyers, Jacques Devove, André Paillarse.

● LE BLANC-MESNIL. — 2 P.S.U. élus sur la liste de gauche. Serge Fenouillet, secrétaire de section et Jean Eniebhler.

● BOISSY-SAINT-LEGER. — Michel Catonné, maire sortant est réélu, le P.C. s'étant retiré devant le P.S.U. 12 élus P.S.U.

● CHAMBOURCY. — Dans cette petite commune, une liste incomplète faite de militants P.S.U. et P.C. emporte les 2 sièges qui étaient en ballottage contre la liste U.N.R.-Simca et celle du maire sortant, en doublant ses voix du premier tour. 2 élus P.S.U.

● CLICHY-SOUS-BOIS. — Par opposition à la municipalité sortante (23 P.C.) la nouvelle comprendra : 18 P.C., 4 P.S.U., 4 S.F.I.O. et 1 Rad.

● EAUBONNE. — La droite avait enlevé 23 sièges au premier tour. 1 candidat P.S.U. Roger Leroy et 1 candidat P.C. emportent les deux derniers.

● ETAMPES. — La droite s'était adjugé 23 sièges. La liste de gauche P.C.-S.F.I.O.-P.S.U. enlève les 4 derniers dont 2 pour le P.S.U.

● L'ISLE-ADAM. — La liste de gauche emporte la mairie (moins 2 sièges) et bat le député U.N.R. 4 élus P.S.U. : Lucien Aubert, Pierre Deyvert, Lucien Tabar et Lucien Tampon.

● MASSY. — L'Union Démocratique emporte les 27 sièges. 2 élus P.S.U.

● MEULAN. — 1 élu P.S.U. : Jean Sorbier, conseiller sortant.

● MONTESSON. — 5 élus P.S.U. sur la liste de gauche.

● ORSAY. — La municipalité sortante (droite) emporte 22 sièges sauf son maire qui est battu. Marie Nataf (P.S.U.) est la seule élue de gauche.

● ROINVILLE. — Notre camarade Pierre Stibbe est élu.

● SARCELLES. — La municipalité sortante (U.N.R.-M.R.P.) est battue par l'Union Démocratique. 6 P.S.U. élus dont Robert Favennec, membre du Bureau fédéral.

● SARTROUVILLE. — Dès le premier tour la municipalité communiste l'emporte en s'élargissant au P.S.U. (4 conseillers) et à la S.F.I.O.

● VAUX-SUR-SEINE. — Victoire de la liste d'Union au premier tour. 2 P.S.U.

● VIGNEUX. — 4 P.S.U. élus au premier tour sur une liste d'union.

● VILLENEUVE-LE-ROI. — Liste d'union P.C.-P.S.U. au second tour qui emporte les 27 sièges. 4 élus P.S.U.

Au total, la Fédération de Seine-et-Oise compte 59 élus.

Somme

● AILLY. — Georges Paris, élu au premier tour.

● DAVENESCOURT. — Lucien Brillant, maire P.S.U., réélu.

● GUERBIGNY. — Gérard Leclerc, élu au second tour.

● LIOMER. — Claude Verriers, élu.

● MONTDIDIER. — Si la liste des gauches perd la mairie, notre camarade François Etienne est néanmoins élu.

● POULAINVILLE. — Charles Blinneau, secrétaire fédéral est élu.

Tarn

● AIGUEFONDE. — 1 P.S.U. élu : Pierre Montagné.

● MASSAGUEL. — René Monssarat, réélu.

Tarn-et-Garonne

● LA BASTIDE-SAINT-PIERRE. — Jeanne Coulom, maire adjoint, ré-élue.

● LAGNEPIC. — Le maire P.S.U., Porte, ne se représentant pas, une liste P.C.-P.S.U.-Syndicalistes a été mise sur pied et l'a emporté.

● MONTPEZAT-DE-QUERCY. — 1 élu, Raymond Massip, à la tête d'une liste d'Union démocratique.

Vaucluse

● SEGURET. — Serge Laurens, maire P.S.U., réélu.

● VAISON-LA-ROMAINE. — Ballottage pour 5 sièges au second tour. Roger Ducrot, secrétaire de section, élu.

Vosges

● SAINT-DIE. — Le maire sortant, U.N.R., Mansuy est battu par une liste de gauche étendue au P.C., au second tour, et conduite par notre camarade Marcel Hestin. 3 autres élus P.S.U. : Jean Bernard, André Moine, Pierre Noël.

Yonne

● BASSOU. — Suzanne Bailly, élue.

● EPINEAU-LES-VOSGES. — Georges Huot, réélu.

● GISY-LE-NOBLE. — Marcel Pouchet, élu.

● PONT-SUR-YONNE. — Marc Crotet, élu.

● VILLENEUVE-LA-GUYARD. — Jacques Millot, élu.

Chaque semaine

LISEZ

TRIBUNE

SOCIALISTE

A tous ceux qui veulent aider le P. S. U.

Le P. S. U. repart du bon pied.

Mais l'extrême modicité des moyens matériels dont nous disposons nous empêche, seule, de donner une publicité plus grande à nos solutions.

Aussi, lançons-nous un appel pressant à tous ceux qui ont les moyens de verser une cotisation mensuelle volontaire.

A tous, sans exception, nous demandons de prendre l'initiative de collectes et de nous en envoyer le montant.

Que ceux qui le peuvent nous versent dès maintenant un acompte important.

Nos besoins sont urgents. Retournez-nous la formule ci-dessous dûment remplie.

Merci d'avance.

Edouard DEPREUX,
Secrétaire national du P.S.U.

Jean ARTHUYS,
Trésorier national.

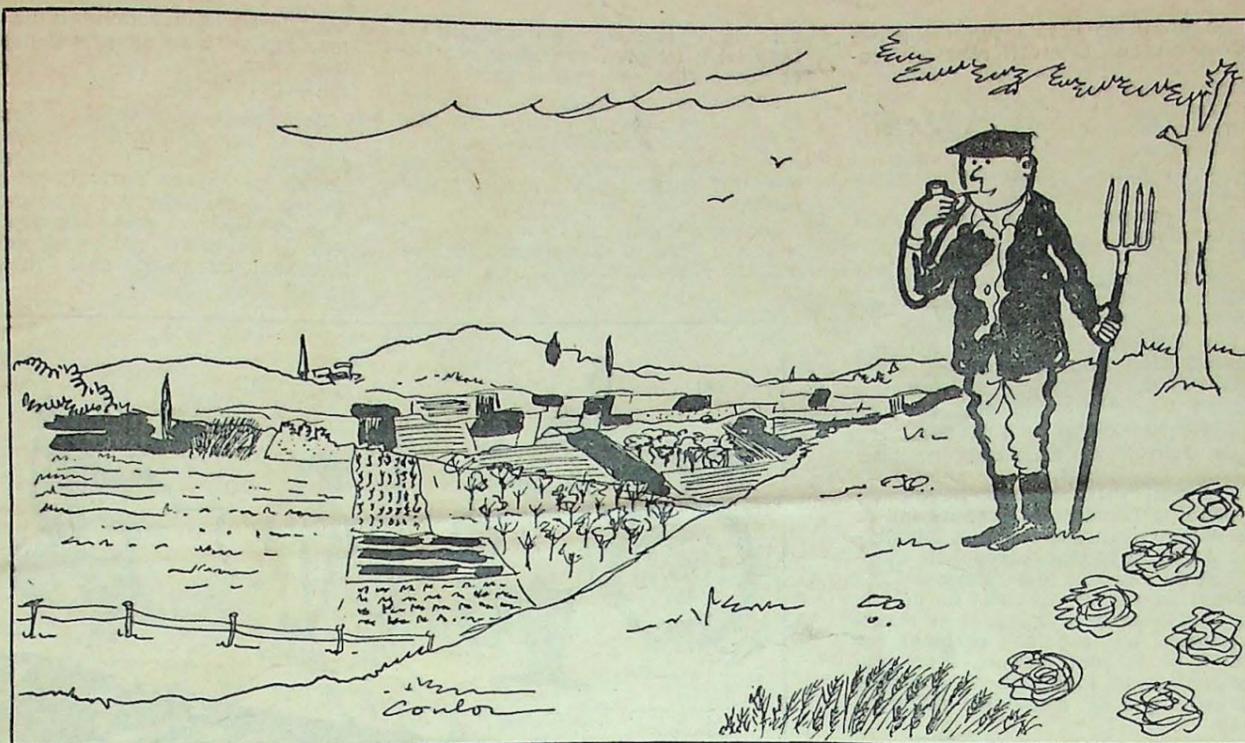
Je m'engage à verser tous les mois, pendant l'année 1965, au P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e, la somme de :

NOM : Prénoms :

Adresse :

Signature :

C.C.P. P.S.U. n° 14020-44 Paris.



La variété des milieux naturels explique la diversité des systèmes de culture et des productions.

Coopération et intégration

La Fédération du Gard a amorcé un débat sur la situation et les perspectives de l'agriculture, présentées par Serge Mallet. Elle a souhaité que les autres fédérations de province y participent, afin que le Parti puisse mener une politique réaliste en faveur des travailleurs des campagnes.

Serge Mallet, dans le numéro 227 de Tribune Socialiste, a déjà apporté quelques éclaircissements et certaines précisions sur sa pensée.

La Fédération du Var, à son tour, se permet d'exposer le point de vue

de ses militants agricoles, exploitants et techniciens.

Il n'est pas dans les intentions de la Fédération du Var de procéder à une étude sur un programme général agricole. Les objectifs d'action immédiate ont fait l'objet d'une résolution du Comité politique national. Le Var désire tout simplement donner son avis, apporter ses réflexions sur les problèmes posés par Serge Mallet et les réserves de la Fédération du Gard. Nous pensons tout d'abord qu'il faut se garder d'être trop absolu.

Les difficultés d'une politique agricole

L'agriculture est, comme l'industrie, soumise à la domination du capitalisme qui se manifeste en amont et en aval.

Mais elle présente, même en ne considérant que l'aspect production, des caractères assez différents :

- Dispersion des producteurs qui sont généralement propriétaires de leurs moyens de production ;

- Division du travail, spécialisation de la main-d'œuvre et utilisation des machines moins poussées. Certains travaux ne peuvent absolument pas être mécanisés ;

- L'intensité du travail est fonction des conditions atmosphériques ;

- Décalage important entre le premier acte de production et la récolte, spécialement pour les cultures arborescentes ;

- Volume et qualité de la production sous la dépendance de facteurs biologiques et, par conséquent, des conditions atmosphériques. L'homme se contente d'aider la nature ;

- Subsistance d'une proportion assez importante de petites entreprises familiales.

Ajoutons que l'agriculture française se présente comme très diversifiée.

La variété des milieux naturels explique la diversité des systèmes de culture et des productions selon les régions, selon les sous-régions et, dans certaines localités, selon les sols et les microclimats eux-mêmes.

Notre département du Var illustre abondamment cet état de choses. La variété s'y complique — et cela n'a rien de contradictoire — d'une spécialisation locale et même d'exploitations dans certaines productions déterminées (monoculture viticole, culture florale sous serres, cultures fruitières, élevage du mouton, etc.).

Etant donné ces caractères particuliers et cette complexité, il nous

semble difficile de prévoir d'une façon précise ce que peuvent être les structures et l'économie agricoles des années à venir, même dans la perspective d'une transition vers le socialisme : on ne peut exprimer que des tendances.

L'exemple de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires nous incite d'ailleurs à la prudence. Si la collectivisation de l'industrie et du commerce a apporté des résultats concrets, tant pour l'amélioration de la condition humaine que pour la prospérité générale de la nation, résultats que les adversaires du socialisme ne peuvent nier sans être de mauvaise foi, l'organisation de l'agriculture a connu de grosses difficultés, parfois même certains quasi échecs. Il en est résulté un retard assez important ; les dirigeants soviétiques eux-mêmes l'ont reconnu. Comme dans les pays capitalistes, il subsisterait une disparité entre le revenu et, par conséquent, le mode de vie du travailleur agricole et celui des autres travailleurs.

D'où les changements fréquents de politique, qui se sont traduits par des modifications dans les plans quinquennaux, les régressions ou extensions successives du secteur privé des kolkhoziens, la suppression des stations de machines, la priorité donnée à telle ou telle production (maïs, fourrages, bétail, etc.), la mise en culture accélérée des terres vierges, le choix entre kolkhoze et sovkhhoze, la plus ou moins grande autonomie des kolkhozes, etc.

Il semble que, malgré une assez longue expérience, l'effort immense accompli et la compétence des techniciens soviétiques, on n'ait pas encore trouvé la formule idéale. Nous conseillons, à cet égard, aux militants agricoles la lecture de l'ouvrage très documenté de René Dumont : *Sovkhhoze, kolkhoze ou le problème*

communisme. Et pourtant, les paysans russes, qui avaient connu le Mir, étaient mieux préparés que les nôtres à une production collective.

Ne pas tenir compte, dans l'établissement d'une économie agricole orientée vers le socialisme, de la tradition, de l'esprit encore individualiste du monde agricole, conduirait à un échec.

Les structures de l'exploitation

Cela dit, nous sommes tout à fait d'accord avec Serge Mallet quand il affirme que l'agriculture connaît à son tour la révolution industrielle que l'artisanat a connue en 1848. L'économie familiale fermée ne peut subsister dans le monde moderne. A une économie de subsistance s'est substituée une économie de marché. L'extension du machinisme, en réduisant le nombre d'heures nécessaires à la production du quintal de blé, de la tonne de betteraves sucrières, du quintal de pommes, de l'hectolitre de vin ou de lait, a eu comme conséquence la diminution de la rentabilité des petites exploitations. Nombre d'entre elles n'assurent pas à l'agriculteur un revenu suffisant pour satisfaire ses besoins. La faiblesse de leur superficie ne permet d'ailleurs plus le plein emploi de la main-d'œuvre de l'exploitant et de sa famille, ainsi réduit à une sorte de chômage partiel. Si elles ne peuvent s'agrandir ou modifier leur système de culture pour se livrer à des productions à revenu brut élevé plus exigeantes en main-d'œuvre, elles disparaîtront plus ou moins rapidement. Le Pouvoir ne fait d'ailleurs rien pour les maintenir. Il les a condamnées d'un cœur léger, sans se soucier vraiment des problèmes humains. Mais il y a, à notre avis, des limites économiques à la concentration. Nous rejoignons, à cet égard, la Fédération du Gard quand elle écrit que la survie de telle ou telle forme d'agriculture dépend de sa rentabilité et que celle-ci dépend de son genre de production.

Dans les très grandes exploitations de type industriel, le prix de revient de l'unité de produit n'est pas nécessairement inférieur à celui de la moyenne exploitation ou même de certaines petites. Par ailleurs, les possibilités d'utilisation des machines à grand travail se trouvent quelque peu réduites dans les régions à relief accidenté : il faut se contenter d'un matériel plus modeste.

Enfin, d'une façon générale, la moyenne ou la petite exploitation apparaît mieux adaptée que la grande aux cultures spécialisées. Serge Mallet, répondant à la Fédération du Gard, qualifie ces exploitations d'artisanat de luxe agricole. Nous ne pensons pas qu'il faille considérer la culture maraîchère avec ou sans abri, la culture fruitière, celle des raisins de table, celle de l'olivier et même la production de vins d'appellation d'origine contrôlée ou de V.D.Q.S. comme des productions de luxe, mais plutôt des productions

de qualité. En ne tenant compte que des débouchés français, il se confirme que les primeurs, les fruits, les olives et l'huile d'olive, le vin de qualité sont consommés par des couches toujours plus importantes de la population. Le temps n'est plus où le fruit était un luxe ; il doit trouver sa place dans une alimentation rationnelle, même sur les tables les plus modestes. La consommation par tête est d'ailleurs en très nette augmentation. Il en est de même des légumes fins, dont la demande s'élargit. Les progrès de la diététique, les nécessités de la vie moderne, la rapidité des transports, l'utilisation du froid ont conduit à une modification des habitudes alimentaires. Par ailleurs, l'atténuation de l'influence saisonnière permet de fournir des légumes frais, dits de primeur, pendant un laps de temps beaucoup plus long qu'autrefois.

Une observation d'un ordre analogue peut être faite pour le vin. L'expérience de ces dernières années a montré que, quand le prix du vin diminue, le consommateur, qui consacre une somme à peu près identique à la satisfaction d'un besoin, n'en absorbe guère plus, mais l'exige meilleur. Il ne sera d'ailleurs incité à en boire davantage que s'il lui procure un plaisir gustatif suffisant.

S'orienter vers la qualité est devenu encore un impératif plus pressant depuis l'entrée en application du Marché commun. Pour pouvoir être exportés, nos fruits, nos primeurs, nos vins devront être de qualité ou produits hors de la pleine saison.

Les fleurs mêmes correspondent à un besoin qui, pour n'être pas physiologique, n'en existe pas moins et mérite d'être satisfait.

Les cultures arborescentes (vignes, arbres fruitiers, oliviers) sont justiciables de tailles d'hiver et parfois d'été adaptées à chaque sujet ou à chaque cep et pour lesquelles doit intervenir avantagement une main-d'œuvre non seulement qualifiée, mais ayant observé le comportement de ses arbres ou de ses vignes les années précédentes et soucieuse de l'avenir de ses plantations. Des observations analogues sont valables pour les cultures sous serres, qui nécessitent des soins attentifs et minutieux.

Comme la Fédération du Gard, nous pensons que l'industrialisation de ces cultures, qui constituent souvent l'essentiel dans nos départements méditerranéens, exigerait un encadrement qui pèserait assez fortement sur les frais, sans contrepartie bénéficiaire suffisante.

Ces réserves faites, il n'est pas douteux, cependant, que la concentration se poursuivra à un rythme plus ou moins accéléré, par le seul fait de l'accroissement de la productivité dû au progrès technique.

Elle devrait conduire à des unités d'exploitation d'une superficie optimum, superficies très variables selon les systèmes de culture : étendues dans les grandes plaines céréalières, moyennes dans les zones viticoles ou arboricoles, beaucoup plus réduites dans les régions très spécialisées : cultures de primeurs, cultures florales ou maraîchères sous serres.

Nous avons employé à dessein le terme unité d'exploitation. Les unités d'exploitation peuvent et doivent grouper avantagement les petites et moyennes exploitations pour y effectuer partiellement ou totalement un travail en commun, sans aller obligatoirement jusqu'à l'exploitation collective.

Dans le chapitre XVI de l'ouvrage cité plus haut : « La petite exploitation est condamnée, elle ne peut résister qu'en se groupant », René Dumont cite quelques exemples intéressants d'initiatives prises à cet égard dans diverses régions de France.

Et il ajoute : « Ainsi se dégageront peu à peu non pas des dogmes, mais, par l'expérimentation vivante demandée par ses participants et ses animateurs, les formules de groupement les meilleures. L'évolution des techniques, comme celle des mentalités, que provoquera forcément le travail en commun, modifiera sans cesse les structures optimales. La vie ne cesse d'évoluer et refusera toujours les formules figées — se diraient-elles marxistes — ce qui serait une imposture. »

Concilier le maintien d'une vieille tradition et l'initiative personnelle avec l'indispensable accroissement de l'unité d'exploitation nous paraît être

la formule à promouvoir et à réaliser dans la période de transition vers le socialisme.

La coopération

Nous estimons, comme Serge Mallet, que la coopération doit jouer un rôle important pour lutter contre la concentration capitaliste.

Certes, elle ne peut, à elle seule, résoudre tous les problèmes; mais il n'en reste pas moins que, dans notre économie de type capitaliste, elle contribue à ouvrir la voie vers le socialisme. Aux deux secteurs cités par Serge Mallet comme présentant un développement coopératif important, il convient d'ajouter celui de la viticulture. Dans notre département du Var, les coopératives vinifères près de 80 p. 100 de la production; des pourcentages analogues existent dans presque toute la région méridionale. Nous ne pouvons souscrire à l'affirmation de la Fédération du Gard que le système coopératif actuel a une rentabilité inférieure à celle de l'exploitant moyen. L'exemple de la coopérative de Redessan ne semble pas tenir compte des investissements (bâtiments et matériel). D'autre part, bien qu'il soit difficile de porter un jugement sans connaître les conditions particulières dans lesquelles on se trouve placé, il convient de ne pas généraliser hâtivement la conclusion donnée par la comparaison entre la coopérative de Redessan et le vigneron voisin récoltant 600 hectolitres, qui sont peut-être des cas d'épave.

Dans le Var, les viticulteurs même moyens, quelquefois relativement importants, pratiquant la vinification individuelle, tendent de plus en plus à rejoindre la coopérative locale; nous sommes persuadés qu'ils y trouvent leur intérêt. Mais, de même qu'en ce qui concerne les unités d'exploitation, nous estimons qu'il faut se garder du gigantisme.

Ainsi que le soulignent nos camarades du Gard, dans les grosses sociétés, les rapports entre la coopérative et les coopérateurs sont les mêmes que ceux d'une entreprise privée avec les producteurs. Ceux-ci ne sentent plus que la coopérative est leur bien commun; ils connaissent mal les dirigeants. Ces derniers sont souvent contraints, vue l'importance de l'affaire, d'abandonner plus ou moins le pouvoir de décision à des cadres employés qui ont parfois quelques difficultés à ne pas se laisser gagner par l'esprit technocratique.

Les coopératives de transformation, effectuant des opérations autrefois réalisées par les producteurs eux-mêmes, comme d'ailleurs les coopératives d'achat en commun et d'approvisionnement ou d'utilisation en commun de matériel agricole, doivent, tout au moins en système capitaliste, conserver une taille moyenne, se limiter à une commune ou un groupe de communes; ce qui, d'ailleurs, ne les empêche nullement de se grouper en fédérations ou unions.

Le problème serait vraisemblablement quelque peu différent en économie socialiste. Et nous rejoignons Serge Mallet quand il conclut: « C'est pourquoi la mise en place des structures coopératives de travail est le complément nécessaire de la mise en place de grands ensembles coopératifs. »

Une plus grande concentration nous apparaît dès à présent bénéfique sur le plan de la commercialisation. Les coopératives de vente ne peuvent travailler utilement qu'en rassemblant un volume important de produits.

Les agriculteurs dispersés, offreurs de lots trop faibles, souffrent d'une faiblesse du pouvoir de discussion à l'égard d'acheteurs de plus en plus groupés en sociétés monopolistes.

Ce pouvoir de discussion ne peut atteindre sa plénitude que si les vendeurs sont suffisamment puissants; d'autre part, seules de grandes unités de commercialisation ont la possibilité d'assurer la transparence du marché et de posséder tous éléments d'information sur les volumes de l'offre, les tendances de la demande, les cours pratiqués à l'échelon national et même de la communauté, alors que ces données ne sont connues, à l'heure actuelle, que du commerce monopoliste.

De même que les Unions de coopératives vinicoles et de coopératives laitières (nous connaissons à cet égard des exemples intéressants en Hollande) qui commercialisent les produits des laiteries locales adhérentes, les coopératives de vente des fruits et des légumes, fonctionnant éventuellement selon le système des marchés-gares, avec vente au cadran aux enchères dégressives sur échantillons, peuvent grouper avantageusement les coopératives locales de conditionnement et des producteurs isolés. Mais là encore, il n'y a pas de règle absolue. Il existe des courants commerciaux qu'il serait imprudent de détruire brutalement. Les producteurs du Comtat semblent délaisser quelque peu le marché-gare d'Avignon construit à grands frais. Nous sommes aussi d'accord avec Serge Mallet sur les lacunes de la coopération tant en ce qui concerne la quasi-absence de concentration verticale, de concentration horizontale, du manque d'appui sur des structures de production organisées. Peut-être faut-il ajouter, pour faire notre autocritique, l'insuffisance d'éducation des coopérateurs et de certains dirigeants de coopératives qui ne font pas toujours suffisamment la synthèse des aspects techniques, économiques et sociaux du fonctionnement de ces organismes, conservent trop le vieil esprit individualiste et ne possèdent pas assez le sens de l'intérêt général.

Nous voudrions mentionner que par une ordonnance en date du 12 octobre 1945, notre camarade Tanguy-Prigent, alors ministre de l'Agriculture, a établi un statut de la coopération teinté de socialisme, qui a permis une extension du mouvement en surface et en profondeur au cours de ces vingt dernières années, et lui a assuré un fonctionnement démocratique.

L'intégration capitaliste

Il nous reste à parler de l'intégration, de son processus et de ses dangers.

Qu'il s'agisse d'intégration par l'amont ou d'intégration par l'aval, il y a toujours disproportion de puissance entre le producteur intégré et la firme intégrationniste capitaliste monopoliste.

L'agriculteur perd totalement son pouvoir de décision. Il n'est plus qu'un travailleur à façon soumis à tous les aléas d'un contrat imposé sans pouvoir réel de contestation. Sa dépendance à l'égard de la firme est aussi grande, sinon davantage, que

celle de l'ouvrier à l'égard du puissant industriel. De plus, son isolement accentue encore son impuissance.

Mais les garanties d'écoulement incitent les producteurs, soumis aux aléas d'un marché inorganisé à souscrire des contrats qui leur apportent une sécurité plus apparente que réelle.

Le Pouvoir n'a ni la volonté, ni même le désir, de s'opposer aux monopoles intégrationnistes. Ce qu'ef-

calisme agricole représentants dans leur majorité de la grosse exploitation, demeurent encore nettement anticollectivistes.

Cependant, une évolution commence à se manifester. Une assez large fraction des militants du Centre National des Jeunes Agriculteurs a fait preuve de sentiments progressistes et anticapitalistes, contesté le droit absolu de propriété, porté un préjugé favorable au programme du P.S.U.



L'agriculture est soumise à la domination du capitalisme qui se manifeste en amont et en aval...

fectuent les trusts capitalistes peut fort bien être réalisé par des coopératives.

La valorisation du produit, comme l'écrit Serge Mallet, se fait et se fera de plus en plus au stade de la transformation. Mais ce sera au profit du producteur qui délèguera son pouvoir de décision aux dirigeants coopératifs.

Certes, les mesures préconisées par Serge Mallet seront indispensables pour assurer l'implantation et la défense de ces ensembles autogérés; elles se situent largement dans la perspective d'une transition vers le socialisme.

Il est évident qu'elles ne peuvent être prises sans une action efficace de la paysannerie, à la fois sur le plan syndical et sur le plan politique.

Les dirigeants nationaux du syndi-

visant à séparer le droit d'exploitation de la propriété foncière. Cette évolution doit contribuer à la rénovation du syndicalisme agricole.

Mais la lutte syndicale doit être doublée d'une action politique.

On ne peut pas attendre de réformes démocratiques et progressistes d'un gouvernement et d'un parlement plus soucieux de préserver les privilèges du capital que de défendre les intérêts des travailleurs des villes et des champs.

En attendant les consultations présidentielles et législatives, les élections municipales doivent marquer l'option des paysans pour le socialisme.

La Commission agricole de la Fédération du Var:

Léo Poupard.
Gilbert Henry.

WEEK-END DE FORMATION

Le prochain week-end organisé dans la région parisienne aura lieu les samedi et dimanche 1^{er} et 2 MAI 1965

sur le thème suivant :

POURQUOI LA CHINE FAIT-ELLE SA BOMBE ?

Equilibre mondial et développement économique

BULLETIN D'INSCRIPTION

(à renvoyer aux responsables formation de la Fédération de Paris ou de Seine-Banlieue, 81, rue Mademoiselle)

Nom

Prénom

Adresse

Inscrivez-vous et faites inscrire amis et sympathisants.

Les frais (deux repas et une nuit) seront de l'ordre de 20 à 25 F

Une garderie d'enfants sera organisée.

BONS DE SOUTIEN

Vous avez lu dans un précédent numéro de « T. S. » un appel en faveur des bons de soutien. Je demande à tous nos lecteurs et à tous nos amis de répondre favorablement à cet appel : c'est une question de vie ou de mort pour notre journal, pour votre journal, dont vous constatez tous avec joie les progrès. C'est un effort collectif qui l'a sauvé il y a quelques mois. Plus exactement, de nombreux réabonnements anticipés lui ont donné un ballon d'oxygène. Il faut, aujourd'hui, servir ces abonnements qui n'ont apporté qu'une avance de trésorerie. Les bons de soutien permettront, comme l'an passé, comme il y a deux ans, d'équilibrer le budget du journal qui serait pleinement assuré avec 2.000 abonnements supplémentaires.

Les chiffres obtenus les années précédentes doivent être dépassés. Vous devez avoir deux objectifs : 1^o placer plus de bons de soutien qu'en 1963 et en 1964; 2^o faire plus d'abonnés. L'audience actuelle du P.S.U. le permet.

Merci à tous.

Edouard DEPREUX,
Secrétaire national du P.S.U.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef :
ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e)
Tél. : SUF 19-20 Tél. : FON 22-60

Publicité :

Geneviève Mesguchte
6, Avenue du Maine
Paris-14^e Tél. : LIT 19-30
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F

Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication :
Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
58-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

CERCLE D'ETUDES POLITIQUES DE SENS

Jean-François KESLER,
membre du Comité Politique National, parlera le vendredi 26 mars, à 21 h (Hôtel de ville), sur « Les partis politiques au lendemain des élections municipales ».

JAPON

Où en est le socialisme ?

Pour beaucoup de Français, l'image du Japon se résume trop souvent en des clichés où apparaissent le Fijiyama et les fameuses geishas qui, d'ailleurs, n'existent plus depuis longtemps.

A cette imagerie sont venus s'ajouter depuis quelques années le transistor et la moto. Les Jeux Olympiques de Tokyo ont dissipé quelque peu ce décor et ont révélé que le Japon était un pays moderne, hautement industrialisé, où les problèmes politiques ressemblent fort à ceux de la vieille Europe.

Il y a cinq partis importants au Japon : le parti libéral conservateur, qui regroupe le centre et la droite ; le parti social-démocrate, le parti socialiste et le parti communiste se partageant la gauche.

Un autre parti, le Komyo-To, d'origine religieuse, vient de naître ; de tendance gauchisante, il n'a pas encore de doctrine bien définie, mais peut recueillir un grand succès en raison de son attachement aux valeurs traditionnelles du Japon.

Au Parlement, c'est évidemment le parti libéral qui est majoritaire, les socialistes n'occupant que le tiers des sièges. A l'extérieur du Parlement, en revanche, le dynamisme de ce parti du centre est pratiquement nul ; sa force réside dans l'adhésion d'un grand nombre de veuves de guerre, d'anciens militaires et de paysans non organisés. Le parti socialiste est celui qui déploie le plus d'activités, essentiellement sous forme de syndicats. D'autre part, la discussion avec le parti communiste pour la première place dans le mouvement progressiste au Japon demeure sa grande préoccupation. Malgré ses progrès, toutefois, le P.C. n'a pas encore assez de partisans, mais son activité n'est pas dédaignable.

Le camp des conservateurs se maintient au pouvoir grâce au soutien des puissants groupes financiers que l'industrialisation rapide du pays a vu surgir. Il ne faut pas oublier que le Japon est le pays qui possède le plus grand accroissement industriel du monde (15% par an).

D'autre part, les Américains, qui considèrent encore maintenant le Japon comme une chasse gardée, n'ont évidemment aucune envie de voir les socialistes s'installer un jour au pouvoir.

Pourtant, le parti socialiste, malgré la perte de son aile droite qui, comme en Italie, a fondé le parti social-démocrate, est le parti le plus nombreux du pays. Malgré son jeune âge (il a été fondé après la guerre), il regroupe dix millions de partisans, en comptant les syndicats, dont le plus actif est le Sohyo, les groupes intellectuels et les étudiants. L'efficacité de ce mouvement est treinée, malheureusement, par son peu d'influence sur les classes paysannes.

Autre problème important qui, hélas ! n'est pas particulier au Japon : la dépolitisation croissante.

A la suite des progrès rapides du capitalisme et de la grande industrie, le nombre des « cols blancs » du secteur tertiaire augmente d'année en année. Ils se situent dans la classe moyenne, socialement et économiquement, et s'intéressent peu, ou pas du tout, à la politique ; seule les intéresse la possibilité de conserver leur niveau de vie.

Le parti socialiste devrait tenir compte du fait qu'ils augmentent en nombre d'année en année et que ce sont des gens qui ne sont pas assez informés. Ils n'ont absolument aucune conscience politique, aucune idée de l'actuelle politique au Japon (élection, gouvernement...) et ils ne font que continuer leur traditionnelle attitude de non-résistance et non-critique du pouvoir en place.

L'énorme développement économique de ce pays en vingt ans pose en même temps à la gauche tous les problèmes politiques : dépolitisation, emprise capitaliste, apathie des classes ouvrière et moyenne qui, n'ayant aucune tradition révolutionnaire, ne prennent que lentement conscience de leur rôle.

Après la guerre, qui causa tant de morts, le parti socialiste put se former et s'étendre grâce à son pacifisme intransigeant ; en effet, cette idée de ne plus jamais faire la guerre était la seule que tous les Japonais partageaient fermement. Les Américains et le gouvernement Sato tentent maintenant, comme en Allemagne d'ailleurs, de renverser ce courant et de créer une armée destinée éventuellement à lutter contre les Chinois. Le parti socialiste tente d'endiguer cette menace, mais l'explosion d'une bombe atomique par le gouvernement de Pékin a créé dans l'opinion japonaise un réflexe de défense qui remet en question vingt ans de pacifisme.

Là encore, les problèmes, pour la gauche, sont très difficiles à résoudre. Le nationalisme japonais renaît lentement. Ce pays, qui prit conscience de son énorme force et osa attaquer les Américains, subit, après une destruction catastrophique, une longue et pesante occupation. (Ne nommait-on pas le général Mac Arthur le vice-roi du Japon ?)

Mais les sombres années sont maintenant finies ; les jeunes, qui n'ont pas connu la guerre, sont fiers de leur pays.

Le socialisme peut devenir le système politique de demain, mais, pour le présent, les nuages ne se sont pas encore dispersés...

Sacco Saïto.

Cuba à la Mutualité

Mardi 30 mars, à 20 h 30, le Comité d'Action du Spectacle organise, à la Mutualité, une « Rencontre avec Nicolas Guillen » et la poésie cubaine.

MUSIQUE

Les instruments de l'orchestre : les BOIS

La flûte est un des instruments les plus anciens, elle vient du pipeau que vous avez peut-être essayé de fabriquer avec une tige de saule, si vous êtes né à la campagne.

Cette flûte s'appelait la flûte à bec. Mozart disait : « Il n'y a rien de plus faux qu'une flûte à bec, si ce n'est deux ».

Des perfectionnements décisifs ont été apportés à la flûte par le compositeur et flûtiste Quantz qui était un ami du grand Frédéric de Prusse. La flûte qui se tient en travers est dite traversière, naturellement, son étendue est maintenant fort élevée, dis-je dire qu'elle est juste depuis longtemps.

C'est un instrument très véloce mais qui chante avec facilité et émotion. De J.-S. Bach à Debussy, en passant par Telemann, Mozart et Quantz, la littérature de l'instrument est immense.

La clarinette est un instrument à anche ballante et le hautbois à anche double, ils ont des formes assez ressemblantes mais le pavillon de la clarinette est plus évasé. Après les avoir écoutés, le doute n'est plus permis, le timbre de la clarinette est velouté, celui du hautbois incisif et un peu nasillard.

La flûte a donné naissance à la petite flûte, l'instrument le plus aigu de l'orchestre, et le hautbois au cor anglais qui lui, sonne une quinte plus bas que le hautbois. Sa voix est mélancolique et agreste.

Passons au basson qui est, avec la contrebasse, le support de l'orchestre, mais qui peut parfaitement sortir de ce rôle et jouer en soliste avec vélocité, rondeur et délicatesse.

J'ai indiqué dans le numéro du 3 octobre 1963 deux disques remarquables pour s'initier à reconnaître le timbre des bois.

Pierre Bourgeois.

CINÉMA

“Par un beau matin d'été” de Jacques DERAY

Contrairement à son habitude, Jacques Deray a réalisé un film bavard, c'est-à-dire une œuvre où la mise en place dramatique est plus tributaire du dialogue (signé Michel Audiard) que des actes des personnages. Facile déplacement pour un film policier (ou de gangsters...). Il faut attendre les dernières bobines, c'est-à-dire la dernière demi-heure de projection, pour participer réellement à ce kidnapping (imaginé par J.H. Chase) et retrouver le goût âcre du suspense.

Entre l'aérodrome madrilène truffé de policiers où les gangsters viennent encaisser leur rançon et la baraque perdue dans la sierra où cette petite gourde de Géraldine Chaplin attend d'être libérée, Deray réussit à nous faire trembler pour la belle carcasse de Belmondo. Mais Symphonie pour

un massacre, le précédent film de Jacques Deray, laissait espérer mieux que cette angoisse dispensée ici avec parcimonie.

J.-J. V.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 24 au 30 mars

DE L'AMOUR

L'ouvrage de base de toute bibliothèque

LE LITTRÉ

la seule édition intégrale et conforme du célèbre Dictionnaire de la Langue Française (Edition Gallimard Hachette)

L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS !

“Une extraordinaire réussite, ce Littré”.

JEAN PAULHAN de l'Académie Française

“Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire”.

MAURICE GARÇON de l'Académie Française

“Un cadeau royal et précieux”.

FRANÇOIS MAURIAC de l'Académie Française

“Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure ; tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire”.

MARCEL JOUHANDEAU

“L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française”.

RAYMOND QUENEAU de l'Académie Goncourt

“Ce monument national” comme disait Pasteur, ce “trésor de notre langue” (Le Figaro), cette “bible de l'homme cultivé” (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour un quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e) (Valable seulement pour la France Métropolitaine)

Veillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher la case figurant devant la formule choisie)

comptant à réception des volumes : 406 Fr.

en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35

en 10 versements mensuels de : 45 Fr.

Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom.....Profession.....

Adresse.....Signature.....

N° C.C.P. ou bancaire.....

T. S. 2

pour quelques jours encore...
prix exceptionnel de souscription pour les lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE

18 mois **49^f** par mois

Tous les romans de JEAN-PAUL SARTRE

Edition de luxe numérotée
Tirage limité, sur les presses de l'Imprimerie Nationale

LA NAUSÉE - LE MUR
L'ÂGE DE RAISON - LE SURSIS - LA MORT DANS L'ÂME

En 5 volumes illustrés de lithos originales en couleurs de W. Spitzer

Bon pour une documentation gratuite à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle Paris (7^e)

Nom.....
Adresse.....
Profession.....

T.S.1



CUBA SOCIALISTE

UN REPORTAGE EXCLUSIF
DE Harris Puisais

Le rôle international de Cuba - L'amitié franco-cubaine

L'île entière est au travail, s'adaptant peu à peu au rythme de la vie économique socialiste. Mais les Cubains gardent leur tempérament et leurs habitudes natives.

Seule la jeune génération commence à prendre les réflexes et la mentalité d'un peuple socialiste. Elle se prépare à s'insérer dans la structure de l'Etat à qui elle devra instruction, culture et travail. Elle le fait avec sérieux et gaieté. Tout est neuf pour elle, tout est vivant. Elle répudie le passé qui est devenu l'histoire d'avant la Révolution. Elle se sépare facilement de la génération antérieure. Elle ne vit pas selon les mêmes règles, les mêmes discriminations, les mêmes craintes, les mêmes espérances.

Pour elle tout a changé. Cuba n'est plus l'île isolée, vivant sous la tutelle américaine.

Cuba n'est plus l'île du vice et des dollars facilement gagnés.

Cuba n'est plus une colonie américaine, c'est devenu un carrefour des peuples.

La Tour de Babel des Caraïbes

On rencontre à La Havane des représentants de tous les pays d'Amérique latine : Brésiliens, Argentins, Mexicains, Vénézuéliens, Colombiens... venus les uns par Mexico, les autres par Paris, Madrid ou Prague.

Africains du Ghana, du Congo, du Mali... poursuivant des études commencées à Londres ou à Paris. Certains ont même transité par Moscou. Ils retrouvent sous le soleil cubain une atmosphère plus propice à leur travail. Ils apprécient le mode de vie plus détendu. Ils sont pourtant souvent dépaysés au sein de ce jeune peuple qui découvre des vérités premières qui leur sont déjà familières à eux. Et ils prennent conscience de leur intelligence, de leur facilité de travail... avec souvent un complexe de supériorité que la référence au socialisme n'arrive pas toujours à éliminer.

Par-ci par-là, des groupes de militaires algériens, congolais, tanzaniens... voyagent et s'instruisent, souvent chaperonnés par les insupportables bavards que sont les commissaires politiques de l'armée cubaine. De l'un de ceux-ci que nous connaissons, un commandant cubain nous assura qu'avec lui on finissait plus sûrement fou que marxiste... à moins d'être sourd.

Ainsi donc, jeunes d'Amérique et d'Afrique, délégations chinoises, russes, vietnamiennes, bulgares, tchèques... forment à Cuba une Babel moderne.

C'est le lot des pays devenus indépendants d'attirer comme un aimant tous ceux qui, dans le Tiers-Monde ou les pays socialistes, commencent

symbole du chef d'Etat qui rassure. On peut être du camp socialiste tout en réalisant une révolution nationaliste. L'espoir est donc permis de gagner à la cause du socialisme bien des « nationaux » que la peur du communisme paralyse encore.

Et ainsi Castro continue à rester le héros de la lutte pour la liberté. Les U.S.A. ont bien essayé de le présenter comme un communiste vendu aux Soviétiques, régnant par la terreur sur un peuple misérable et hostile... Il n'y a guère que le C.I.A. américain et quelques centaines d'émigrés cubains pour y avoir cru. L'Amérique latine sait maintenant que cela est faux. Et si les chefs d'Etat latino-américains font encore semblant d'y croire, par mesure de précaution et parce que l'anticommunisme est payant... en dollars, leur peuple n'y croit plus. Il attend son propre Castro, paré des mêmes vertus légendaires. Il attend. Le temps joue pour lui.

Et pour Castro la responsabilité est plus grande encore.

Pour lui, réussir à faire vivre son peuple et à créer le socialisme, c'est « exporter » ce socialisme dans tout le continent américain. Et cela, les U.S.A. ne l'éviteront pas.

Ils ont renoncé à attaquer Castro militairement, sans pour cela empêcher les tentatives de exilés. Ils l'aident, mais ne s'engagent pas per-

sur tout le continent « libéré », offrant aides économique... et militaire, un peu agaçantes malgré tout par leurs méthodes et leurs méfiances.

Guevarra est venu voir tout cela. Pour adapter la diplomatie cubaine à ces faits objectifs. Pour accueillir à Cuba la curiosité des futures élites africaines. Pour préparer la stratégie de la politique étrangère cubaine et lui donner une vocation mondiale.

Il y réussira sans doute, car l'Afrique de demain — pas celle des chefs coutumiers et des anciens députés — est disponible. Elle aura les défauts de tout adolescent qui a grandi trop vite, mais elle en aura aussi les ambitions et les rêves. Et elle recherchera l'amitié de celui qui ne veut pas l'exploiter ou l'assujettir, l'exemple de celui qui a conquis sa liberté et ne menace pas. Et le mythe de Castro est proche de celui de Lumumba.

Un mot pour dire à propos de l'Afrique que nous souhaitons que nos camarades algériens s'inspirent de l'expérience cubaine. Certes Cuba ne connaît pas l'Islam ni le chômage. Et il lui est plus facile de mobiliser son peuple à des tâches collectives. Mais l'Algérie pourrait l'aire aussi. Et les expériences cubaines du parti, de l'armée, des milices, de l'éducation, de la lutte contre l'analphabétisme, des fermes d'Etat, du commerce extérieur... sont autant d'expériences dont les leçons seront profitables au socialisme algérien. Che Guevarra l'a bien compris qui aime Alger et qui sait l'influence qu'il exerce sur la jeunesse et les responsables algériens. Ben Bella aussi qui admire en Castro la puissance et l'honnêteté du responsable politique.

Cuba, puissance mondiale

Toutes ces réflexions pour bien faire comprendre que Cuba, désireux de n'être pas seul et oublié, a réussi dans sa tentative. Cuba est devenu un pays connu dans le monde entier.

Toucher à Cuba, ce serait voir se lever d'Afrique, d'Asie et d'Amérique tous les peuples dont l'évolution bouleverse déjà l'histoire du monde.

Mais, pour Cuba, la rançon de cette sécurité est lourde. Il ne lui est pas permis de rater son expérience socialiste.

Il est vrai que les pays socialistes ne peuvent pas non plus laisser périr cette expérience.

Fidel Castro a bien manœuvré. Je le joue gagnant.

Amitié franco-cubaine

La France suit d'assez loin l'évolution de la politique cubaine. Mais peut-être des raisons politiques amèneront-elles demain le gouvernement français à se souvenir de Cuba, je crains qu'elles ne suffisent pas. Il faut avoir en soi une autre conviction que celle du machiavélisme politique pour créer de nouvelles conditions. Cuba a besoin de livres, de revues, de matériel scolaire. Cuba accueillera des professeurs, des techniciens, des ingénieurs. Cuba doit recevoir des expositions qui ne viennent pas toujours de l'est de l'Europe. Et le théâtre français doit y faire son cycle traditionnel.

Sans doute tout cela se fera-t-il un jour. Et je sais combien les représentants de l'ambassade de Cuba en France y sont attentifs. L'aide la plus efficace pourrait leur venir de l'association « France-Cuba » qui travaille utilement à faire connaître Cuba en France, mais qui me semble un peu trop « professorale », pas encore suffisamment ouverte sur les nombreuses familles politiques, sociales et culturelles de l'éventail français. Cette association devrait jouer pour la France et Cuba le même rôle que l'association « France-U.R.S.S. » joue pour la France et l'U.R.S.S. Celui de faire connaître objectivement Cuba avec sa réalité, ses expériences et ses problèmes à tous les Français pour qui la vie de ce pays éloigné signifie désormais le respect de l'homme et de sa dignité.

(Cet article met fin au reportage fait par Harris Puisais, directeur de T.S. et paru depuis le numéro 226.)



(Photo Tribune.)

● Castro s'adresse aux Cubains : L'Amérique latine, l'Afrique, l'Asie sont concernées

Ils sont en exil « officiel » ou en voyage clandestin. Les jeunes étudiants à l'Université, les plus âgés se préparent à l'action politique dans leur pays. C'est à la fois étonnant et curieux. A l'image de tout ce qui a trait à la politique en Amérique latine et qu'on a de la peine à comprendre. Et pourtant, pour tous, il est vrai que Cuba est terre de Liberté.

Pour cet avocat brésilien qui, la main dans la main, avec son petit garçon, erre dans le vaste hall du « Habana Riviera », en prenant des leçons de français données par un autre Brésilien, ancien étudiant en Sorbonne, pour ce socialiste vénézuélien, paralysé à la suite d'un attentat par la police de son pays, qui vit avec sa famille aux frais du gouvernement cubain honorant en lui le frère patriote, pour ce commandant de navire du Nicaragua qui a livré son bateau à Cuba et que viennent de retrouver sa femme et ses enfants... et pour tant d'autres qui, si près de chez eux, rêvent au jour où comme à Cuba ils seront victorieux.

Et, venus de cette Amérique latine, tous les étudiants, les militants des partis de gauche, qui, après plusieurs mois de stage dans les écoles révolutionnaires, attendent de revenir dans leur pays pour mettre en pratique les leçons de l'agitation, de la propagande, de la guérilla. Les leçons apprises dans les manuels russes, certes, mais aussi dans l'imagerie d'Epinal cubaine et au contact du peuple cubain.

Avec eux, dans ces mêmes écoles ou à l'université, on trouve les jeunes

à apprendre que voyager c'est remplir une mission et qui finissent par comprendre que c'est aussi s'instruire.

Cuba et l'Amérique latine

Mais cette attirance vers Cuba est bien le signe de l'importance internationale prise par le premier territoire d'Amérique « libéré des U.S.A. ».

Etre si près des U.S.A. a quelque chose de grisant pour tous ces hommes qui luttent contre l'impérialisme ou sortent du colonialisme, ou apprennent à vivre libres et dignes. Ils viennent voir et comparer ; s'instruire pour imiter ou pour se rassurer. Cuba est un pays proche d'eux, ils en acceptent les leçons et les conseils comme venant d'un ami désintéressé qui ouvre larges ses bras à ses frères de combat.

A tous ceux qui, à travers le monde, ont trouvé ou cherchent leur liberté, Cuba est devenu un symbole. Une petite nation a bien pu se libérer de la plus grande puissance du monde. Rien n'est donc impossible.

Les U.S.A. ont capitulé devant la « reprise en main » de Cuba parce que la solidarité des pays socialistes a joué. Cet exemple est contagieux.

Contagieux aussi l'exemple du régime économique et politique qui s'instaure à Cuba. Aidé par l'U.R.S.S. et la Chine, Castro leur dit très nettement qu'il les en remercie mais qu'il entend diriger son pays selon sa vocation nationale et les conditions spécifiques de l'île.

Et pour tous ces peuples d'Amérique, d'Afrique et d'Asie, il est le

sonnellement. Ce qu'ils espèrent, c'est l'échec intérieur, et ils ont choisi d'aider les maquis, d'entretenir l'insécurité, de noyauter l'île. Ce qu'ils font. Et ce qui entraîne le peuple cubain à avoir à la fois une grande vigilance, une forte armée et des nerfs solides.

Résister aux provocations qui partent de la base américaine de Guantanamo, aux bombardements de raffineries, aux bombes terroristes... c'est pour le peuple cubain faire son apprentissage de la guerre des nerfs.

Mais il a montré, lors du débarquement de la baie des Cochons, qu'il savait ce qu'il défendait. La liberté ne s'achète ni ne se vend. Elle se garde farouchement.

Cuba et l'Afrique

Che Guevarra revient de passer trois mois en Afrique. Trois longs mois sans revenir à La Havane. C'est dire l'importance donnée par Cuba à l'évolution des peuples africains. Avec beaucoup d'intelligence, Guevarra et le gouvernement cubain ont compris tout ce que pouvait avoir pour eux le fait d'être reconnu par les pays africains comme l'un des premiers pays leader-ship des pays du tiers-monde.

Certes, il y a l'U.R.S.S., mais l'Afrique s'en méfie et, à part Assouan, les Soviétiques ne se sont pas directement et massivement intéressés à l'Afrique. L'Asie les accapare.

C'est pourquoi les Chinois ont essayé en Afrique. Chou En-lai étant venu donner le « la ». Et les nombreuses missions chinoises, patientes et actives, voyagent silencieusement